



# **RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS**

**Recueil spécial 87.2022 - édition du 15/04/2022**



**IMPRIMERIE PRÉFECTURE  
ISSN 0753 - 0552**

Réf : DD06-0222-1436-D

DOMS/DPH-PDS/N°2022-019

**Décision portant modification de la décision n° DOMS/DPH-PDS/N° 2021-004 autorisant le transfert de trois places d'hébergement permanent de la Maison d'accueil Spécialisée (MAS) « Les Fontaines », sise 158 avenue de Provence - 06430 La Brigue, vers la MAS « Canta Galet », sise 120 avenue Joseph Durandy, 06200 Nice, toutes deux gérées par l'Association Départementale des Parents et Amis des Personnes Handicapées Mentales (ADAPEI) des Alpes-Maritimes**

**FINESS ET : 06 000 318 3 (MAS « Canta Galet »)**

**FINESS ET : 06 079 356 9 (MAS « des Fontaines »)**

**FINESS EJ : 06 079 029 2**

**Le Directeur général de  
l'Agence régionale de santé  
Provence-Alpes-Côte d'Azur,**

**Vu** le code de l'action sociale et des familles, et notamment les articles L.312-1, L.312-5, L.312-5-1, L.312-8, L.312-9, L.313-1 et suivants, R.313-10-3, D.312-203 et suivants, annexe 3-10 ;

**Vu** le code de la sécurité sociale ;

**Vu** le code de la santé publique et notamment les articles L.1431-2 et suivants ;

**Vu** le code des relations entre le public et l'administration ;

**Vu** la loi n° 2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale notamment les articles 80 et 80-1 ;

**Vu** le décret n° 2017-982 du 9 mai 2017 relatif à la nomenclature des établissements et services sociaux et médico-sociaux accompagnant des personnes handicapées ou malades chroniques ;

**Vu** le décret du 19 décembre 2018 portant nomination de Monsieur Philippe De Mester en qualité de directeur général de l'Agence régionale de santé Provence-Alpes-Côte d'Azur ;

**Vu** l'arrêté portant adoption du Projet régional de santé 2018-2023 signé le 24 septembre 2018 par le directeur général de l'agence régionale de santé Provence-Alpes-Côte d'Azur ;

**Vu** la décision DOMS/DPH-PDS N° 2016-223 du 30 novembre 2016 relative au renouvellement de l'autorisation de fonctionnement, à compter du 04 janvier 2017 et pour quinze ans, de l'établissement MAS « Canta Galet », sis 120 Avenue Joseph Durandy, géré par l'Association Départementale des Parents et Amis des Personnes Handicapées Mentales des Alpes-Maritimes ;



**Vu** la décision DOMS/PDH-PDS N°2017-012 du 21 avril 2017 autorisant une extension de 3 places d'accueil de jour portant ainsi la capacité de la MAS « Canta Galet » à 66 places réparties comme suit : 48 places en internat (dont un maximum de 12 places en accueil temporaire) et 18 places en accueil de jour (dont 3 places en accueil temporaire ou séquentiel) ;

**Vu** la décision n° DOMS/DPH-PDS/N°2021-004 du 22 février 2021 autorisant le transfert de 3 places d'hébergement de la Maison d'Accueil Spécialisée (MAS) « Les Fontaines », sis 158 avenue de Provence – 06430 La Brigue, vers la Maison d'Accueil Spécialisée (MAS) « Canta Galet », sis 120 avenue Joseph Durandy – 06200 Nice, toutes deux gérées par l'Association Départementale des Parents et Amis des Personnes Handicapées Mentales des Alpes-Maritimes ;

**Vu** le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens (CPOM), signé le 2 janvier 2018 entre l'entité dénommée l'Association Départementale des Parents et Amis des Personnes Handicapées Mentales des Alpes-Maritimes – 06 079 029 2 et les services de l'Agence régionale de santé ;

**Vu** le courriel de l'Association Départementale des Parents et Amis des Personnes Handicapées Mentales des Alpes-Maritimes en date du 12 juillet 2021 soulevant une erreur matérielle dans la répartition des places d'accueil de jour et demandant la modification de la décision du 22 février 2021 ;

**Considérant** les intempéries du 2 octobre 2020 qui ont mis en difficulté de fonctionnement la MAS « des Fontaines » sis à La Brigue et l'isolement routier complexifiant les approvisionnements et la venue des salariés qui ont justifié la demande d'évacuation partielle de 7 résidents de la MAS « Les Fontaines » envisagée afin de poursuivre leur prise en charge dans les meilleures conditions ;

**Considérant** le courrier de l'Agence régionale de santé Provence-Alpes-Côte d'Azur du 16 novembre 2020 qui approuve le transfert de 7 résidents de la MAS « Les Fontaines » afin d'assurer une continuité de service optimal pour les résidents ;

**Considérant** le courrier de l'Association Départementale des Parents et Amis des Personnes Handicapées Mentales des Alpes-Maritimes adressé à l'Agence régionale de santé Provence-Alpes-Côte d'Azur en date du 29 décembre 2020 sollicitant le transfert de 7 résidents de la MAS « Les Fontaines » dont 5 résidents seront transférés à la MAS « Canta Galet » (3 dans la nouvelle aile et 2 dans des places actuellement vacantes) et 2 résidents seront transférés vers des places d'accueil temporaire à la MAS de Saint Jeannet gérée par l'Association de Formation et de Promotion pour Jeunes et Adultes en Recherche d'Insertion (AFPJR) ;

**Considérant** que le dossier déposé par l'Association Départementale des Parents et Amis des Personnes Handicapées Mentales des Alpes-Maritimes apporte toutes les garanties techniques et financières en ce qui concerne le projet de transfert des résidents ;

**Considérant** que la décision n° DOMS/DPH-PDS/N°2021-004 du 22 février 2021 comprend une erreur matérielle qu'il convient de corriger ;

**Considérant** que cette modification s'effectue à coût constant ;

**Sur proposition** du directeur de la délégation départementale des Alpes-Maritimes de l'Agence régionale de santé Provence-Alpes-Côte d'Azur,

## **DECIDE**

**Article 1 :** l'article 1 de la décision N°2021-004 est modifié comme suit :

Le transfert géographique de trois places d'hébergement permanent de la MAS « Les Fontaines » au profit de la MAS « Canta Galet », géré par le même gestionnaire l'Association Départementale des Parents et Amis des Personnes Handicapées Mentales des Alpes-Maritimes (FINESS EJ : 06 079 029 2), est autorisé.

**Article 2 :** la capacité de l'établissement la MAS « Canta Galet » reste fixée à 69 places. Cette décision vaut autorisation de dispenser des soins remboursables aux assurés sociaux pour la totalité des places.



**Article 3 :** l'article 3 de la décision N°2021-004 est modifié comme suit :

Les caractéristiques de la MAS « Canta Galet » (ET 06 000 318 3) sont répertoriées dans le fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS) de la manière suivante :

**Entité juridique (EJ) : Association Départementale des parents et Amis de personnes Handicapées Mentales des Alpes-Maritimes (ADAPEI-AM)**

Adresse : avenue Emmanuel Pontremoli – Nice la Plaine 1 – Bât.B2 - 06204 Nice Cedex 3.

Numéro d'identification : 06 079 029 2

Statut juridique : Association Loi 1901 non reconnue d'utilité publique

Numéro SIREN : 775 552 268

**Entité établissement (ET) : MAS « Canta Galet »**

Adresse : 120 avenue Joseph Durandy – 06200 Nice

Numéro d'identification : 06 000 318 3

Numéro SIRET : 00309

Code catégorie établissement : 255 - Maison d'Accueil Spécialisée

Code mode de fixation des tarifs (MFT) : 05 – ARS Etablissement médico-social Non financés dotation globale

**Hébergement permanent**

Capacité autorisée : 51 lits d'hébergement permanent

Discipline	965	Accueil et accompagnement médicalisé personnes handicapées Mode de
fonctionnement	11	Hébergement-complet-internat
Clientèle	10	Tous types de déficiences Personnes Handicapées

**Accueil de jour**

Capacité autorisée : 15 places en accueil de jour

Discipline	965	Accueil et accompagnement médicalisé personnes handicapées Mode de
fonctionnement :	21	Accueil de Jour
Clientèle	10	Tous types de déficiences Personnes Handicapées

**Accueil Temporaire**

Capacité autorisée : 3 places en accueil temporaire

Discipline	965	Accueil et accompagnement médicalisé personnes handicapées Mode de
fonctionnement	44	Accueil temporaire de jour
Clientèle	10	Tous types de déficiences Personnes Handicapées

**Article 4 :** à aucun moment la capacité de la MAS « Canta Galet » ne devra dépasser celle autorisée par la présente décision. Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement de l'établissement devra être porté à la connaissance de l'Agence régionale de santé Provence-Alpes-Côte d'Azur conformément à l'article L.313-1 du code de l'action sociale et des familles. L'autorisation ne peut être cédée sans l'accord de l'autorité compétente.

**Article 5 :** la validité de l'autorisation reste fixée à quinze ans à compter de la date d'autorisation initiale délivrée le 4 janvier 2017.

**Article 6 :** la présente décision est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif territorialement compétent dans un délai de deux mois suivant sa date de notification ou de publication, y compris par voie électronique via le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) ;

**Article 7 :** le directeur de la délégation départementale des Alpes-Maritimes de l'Agence régionale de santé Provence-Alpes-Côte d'Azur est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes de la préfecture de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

6 AVR. 2022

Marseille, le

Pour le Directeur Général de l'ARS  
Directeur de l'Offre Médico-Sociale

Dominique GAUTHIER



**PRÉFET  
DES ALPES-  
MARITIMES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Départementale de la Protection des Populations**

Nice, le 14 AVR. 2022

**ARRÊTE n° 2022 - 312  
PORTANT MODIFICATION DES TARIFS DES TRANSPORTS PAR TAXIS  
POUR L'ANNEE 2022**

**Le préfet des Alpes-Maritimes,  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du Mérite**

VU le code du commerce, notamment son article L. 410-2,  
VU le code de la consommation, notamment ses articles L.112-1 et suivants,  
VU le code des transports, notamment son article L3121-1,  
VU le décret 2015-1252 du 7 octobre 2015 relatif aux tarifs des courses de taxi,  
Vu le décret n° 2001-387 du 3 mai 2001 relatif au contrôle des instruments de mesure et l'arrêté interministériel du 18 juillet 2001 relatif aux taximètres en service  
VU l'arrêté ministériel du 2 novembre 2015 modifié relatif aux tarifs des courses de taxi,  
VU l'arrêté ministériel du 6 novembre 2015 relatif à l'information du consommateur sur les tarifs des courses de taxi,  
VU l'arrêté ministériel du 23 décembre 2021 relatif aux tarifs des courses de taxi pour 2022,  
VU l'arrêté ministériel du 29 mars 2022 portant revalorisation infra-annuelle des tarifs des courses de taxis en 2022,  
VU l'arrêté préfectoral n°2022-25 du 17 janvier 2022 relatif aux tarifs des courses de taxis dans le département des Alpes-Maritimes,  
SUR proposition de la directrice départementale de la protection des populations,

**A R R Ê T E**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :**

Les tarifs maximums dans le département des Alpes-Maritimes pour les transports par taxis tels qu'ils sont définis par l'article L3121-1 du code des transports sont fixés, toutes taxes comprises, comme suit :

**1°) Montant de la chute :**

La valeur de la chute est fixée à 0,10 €.

**2°) Prise en charge :**

La prise en charge s'élève à 4,00 € quel que soit le tarif kilométrique appliqué.

**3°) Prix du kilomètre:**

Tarif	Prix TTC	Distance couvrant une chute en mètres
A	1,16 €	86,21 m
B	1,55 €	64,52 m
C	2,32 €	43,10 m
D	3,10 €	32,26 m

**4°) Heure d'attente ou de marche lente:** 28,00 € - soit une chute de 0,10€ toutes les 12,86 secondes

**ARTICLE 2 :**

Le tarif de nuit est applicable entre 18 heures et 9 heures sauf pour les courses conventionnées par la caisse d'assurance maladie des Alpes-Maritimes. Pour toute course dont une partie est effectuée durant le jour et une partie durant la nuit, il sera fait application du tarif de jour pendant la fraction correspondant aux heures de jour. Le tarif de nuit est également applicable pour toute course effectuée le dimanche et les jours fériés.

**ARTICLE 3 :**

Les dispositions du présent arrêté entrent en vigueur à compter de sa publication.

Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture des Alpes-Maritimes, monsieur le Sous-Préfet de l'arrondissement de Grasse, madame la Sous-Préfète de Nice Montagne, mesdames et messieurs les maires du département et madame la directrice départementale de la protection des populations, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Alpes-Maritimes.

Le Préfet des Alpes-Maritimes  
CA 4352  
  
Bernard GONZALEZ



**PRÉFET  
DES ALPES-  
MARITIMES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Départementale  
des Territoires et de la Mer**

Réf. : 2022-27

Nice, le 15 avril 2022

### **ARRÊTÉ PRÉFECTORAL**

**Portant modification temporaire du circuit n° 1 d'exploitation  
d'un petit train touristique routier de catégorie III de  
l'arrêté n° 2022-18 du 14 mars 2022 sur le territoire de la  
commune de Antibes / Juan-les-Pins**

Le préfet des Alpes-Maritimes  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

**Vu** le code de la route ;

**Vu** le décret n° 85-891 du 16 août 1985 modifié relatif aux transports urbains et aux transports routiers non urbains de personnes ;

**Vu** l'arrêté du 4 juillet 1972 relatif aux feux spéciaux des véhicules à progression lente ;

**Vu** l'arrêté du 2 juillet 1982 relatif aux transports en commun de personnes ;

**Vu** l'arrêté du 22 janvier 2015 définissant les caractéristiques et les conditions d'utilisation des véhicules autres que les autocars et les autobus, destinés à des usages de tourisme et de loisirs ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 2022-18 du 14 mars 2022, relatif à l'autorisation d'exploiter un petit train touristique routier de catégorie III sur la commune de Antibes / Juan les Pins pour la période allant du 1<sup>er</sup> avril au 31 octobre 2022 ;

**Vu** l'arrêté n° 2022-092 en date du 7 février 2022, portant délégation de signature à Monsieur Pascal JOBERT, Directeur Départemental des Territoires et de la Mer des Alpes-Maritimes ;

**Vu** l'arrêté n° 2022-103 en date du 9 février 2022, portant subdélégation de signature et de représentation aux cadres de la Direction Départementale des Territoires et de la

Mer des Alpes-Maritimes ;

**Vu** le courriel la ville de Antibes / Juan les Pins en date du 9 mars 2022, autorisant la société « Le petit train » à exploiter un petit train touristique routier de catégorie 3 sur la commune, selon 2 itinéraires précis du 1<sup>er</sup> avril au 31 octobre 2022 ;

**Vu** le courriel la ville de Antibes / Juan les Pins en date du 14 avril 2022, alertant la préfecture des Alpes-Maritimes pour des travaux d'intérêt général se déroulant du 9 mai au 30 mai 2022, plus une période de 15 jours pour retard potentiel du chantier sur son territoire ;

**Vu** l'extrait Kbis délivré à la société « Le petit train » et mis à jour le 6 mars 2022 ;

**Vu** la licence de transport n° 2020/93/0000315 autorisant la société « Le petit train » à exploiter les petits trains touristiques jusqu' au 6 avril 2025 ;

**Vu** le procès verbal de visite initiale du petit train touristique en date du 4 décembre 2014 ;

**Vu** le procès verbal de visite technique périodique du petit train touristique en date du 27 janvier 2022 réalisé par la société DEKRA industrial SAS, sise au 36 avenue Jean MERMOZ 69 355 Lyon cedex 08 ;

**Vu** la demande d'autorisation de circulation de M. CHENET, gérant de la société « Le petit train » à la préfecture des Alpes-Maritimes en date du 9 mars 2022 ;

**Vu** la consigne de circulation adressée à la préfecture des Alpes-Maritimes en date du 9 mars 2022 par M. CHENET, gérant de la société « Le petit train », et annexée au présent arrêté ;

**Considérant** qu'il y a lieu de réglementer la circulation des petits trains touristiques routiers pour des raisons de sécurité ;

**Sur** proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer des Alpes-Maritimes ;

## ARRÊTE

### Article 1 :

Le présent arrêté modifie temporairement le circuit n° 1 enregistré dans l'arrêté préfectoral n° 2022-18 du 14 mars 2022.

Cette modification du circuit n° 1 sera effective du 9 mai au 30 mai 2022, plus une période de 15 jours pour un potentiel retard des travaux.

Les travaux terminés, le circuit n° 1 retrouvera sa configuration initiale.



## **Article 2 :**

M. CHENET, gérant de la société « Le petit train », sise au 34 Boulevard Albert 1<sup>er</sup>, 06600 Antibes, est autorisé à faire circuler un petit train touristique routier de catégorie III sur la commune de Antibes / Juan les-Pins, à compter du 1<sup>er</sup> avril 2022 et ce, jusqu'au 31 octobre 2022.

L'immatriculation du petit train est la suivante :

- tracteur PRAT immatriculé DM-717-GS
- remorque n° 1 - immatriculée DY-765-VS
- remorque n° 2 - immatriculée DY-732-VS
- remorque n° 3 – immatriculée DY-686-VS

## **Article 3 :**

Le petit train est autorisé, durant la plage horaire de 10h00 à 23h00, à emprunter les itinéraires suivants :

### itinéraire n°1 : départ de l'arrêt sis rue Lacan dans le vieil Antibes

- rue de la République ;
- avenue Georges Clémenceau ;
- rue Aubernon ;
- avenue de Verdun (début de la déviation de l'itinéraire) ;
- rond-point Saint Roch ;
- avenue de la Libération ;
- avenue de Verdun ;
- avenue Frédéric Mistral ;
- avenue Thiers ;
- avenue Robert Soleau ;
- place De Gaulle ;
- boulevard Albert 1<sup>er</sup> (fin de la déviation de l'itinéraire) ;
- avenue Guy de Maupassant ;
- boulevard Maréchal Leclerc ;
- boulevard du Cap ;
- chemin des Sables ;
- boulevard Baphistin Ardisson ;
- boulevard président Wilson ;
- avenue Guy de Maupassant ;
- avenue maréchal Joffre.

Le courriel municipal du 14 avril 2022 précise que la déclivité sur la déviation temporaire du circuit ne dépasse pas 15 %.

Itinéraire n°2 : départ de l'arrêt sis avenue maréchal Joffre à Juan-les-Pins

- boulevard Edouard Baudoin (passage devant le square Gould)
- avenue Georges Gallice ;
- chemin des Sables ;
- boulevard du Cap ;
- boulevard Maréchal Leclerc ;
- avenue Barquier ;
- avenue Pincipal Pastour ;
- avenue Maréchal Reille ;
- avenue du 24 Août ;
- rue Vauban ;
- boulevard d'Aiguillon ;
- rue Lacan.

Circuit n°2 modifié (lors du festival de jazz)

- boulevard Edouard Baudoin (passage devant le square Gould) ;
- rue Jacques Léonetti ;
- avenue Georges Gallice ;
- chemin des Sables ;
- boulevard du Cap ;
- boulevard Maréchal Leclerc ;
- avenue Barquier ;
- avenue Pincipal Pastour ;
- avenue maréchal Reille ;
- avenue du 24 Août ;
- rue Vauban ;
- boulevard d'Aiguillon ;
- rue Lacan.

## **Article 4 :**

Le petit train est autorisé à stationner :

- rue Lacan (vieil Antibes) à partir de 10h pour un début d'exploitation à 10h30 et se terminant 22h. En juillet et août, l'autorisation d'exploiter est prolongée jusqu'à 23h.
- Avenue Maréchal Joffre (Juan-les-Pins) à partir de 9h pour un début d'exploitation à 9h30 et une fin à 22h. En juillet et août, l'autorisation d'exploiter est prolongée jusqu'à 23h.

## **Article 5 :**

Le petit train est autorisé à circuler à vide (sans passagers) pour se rendre sur le lieu de son entretien en empruntant l'itinéraire suivant :

Circuit sens dépôt / lieu d'exploitation :

- 2239 avenue Michard-Pelissier ;
- avenue Jules Grec ;
- boulevard Général Vautrin (station service) ;
- rue Sadi Carnot ;
- avenue Robert Soleau ;
- place Général de Gaulle ;
- rue de la République ;
- rue Ernest Macé ;
- rue Vauban ;
- boulevard d'Aiguillon ;
- rue Lacan.

Circuit sens lieu d'exploitation / dépôt :

- rue Lacan ;
- rue de la République ;
- rue Georges Clémenceau ;
- rue Aubernon ;
- avenue de Verdun ;
- avenue de la Libération ;
- avenue Robert Soleau ;
- boulevard Général Vautrin ;
- avenue Jules Grec ;
- avenue Michard-Pelissier.

## **Article 6 :**

Le nombre de véhicules remorqués ne peut en aucun cas excéder trois.

## **Article 7 :**

Un feu tournant orangé est installé, conformément aux dispositions de l'arrêté du 4 juillet 1972 susvisé, à l'avant et à l'arrière du convoi dans les axes longitudinaux du premier et du dernier véhicule.

## **Article 8 :**

Tous les passagers doivent être transportés assis dans les véhicules remorqués. Toutefois, la place d'un accompagnateur peut être prévue dans le véhicule tracteur.

## **Article 9 :**

Les transferts à vide entre le lieu de remisage des petits trains routiers et le point de départ du circuit susvisé pour l'événement devront se faire hors des heures de pointe de la circulation et feux tournant activés.

## **Article 10 :**

Tous les documents nécessaires à l'exploitation de chaque petit train touristique (licence de transport, Kbis, consignes de sécurité, ...) doivent obligatoirement être présents à bord des véhicules.

## **Article 11 :**

Tout projet de trajet différent de ceux mentionnés à l'article 3 devra faire l'objet d'une demande d'autorisation préalable auprès de Monsieur le maire d'Antibes / Juan-les-Pins avant de solliciter la direction départementale des territoires et de la mer des Alpes-Maritimes.

## **Article 12 :**

Toutes modifications des circuits, autres que celles prévues à l'article 11, ainsi que toutes modifications de véhicules, entraînent la perte de validité du présent arrêté.



### **Article 13 :**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nice, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Depuis le 30 novembre 2018, les particuliers ont également la possibilité de déposer leur recours devant le tribunal administratif de Nice dans un délai de deux mois à compter de sa publication par voie électronique via l'application internet "télé-recours citoyens" ([https:// www.telerecours.fr](https://www.telerecours.fr)).

### **Article 14 :**

Monsieur le secrétaire général de la préfecture des Alpes-Maritimes, Monsieur CHENET, gérant de la société "le petit train", Monsieur le maire d'Antibes / Juan-les-Pins, Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique et Monsieur le directeur départemental des territoires et de la mer des Alpes-Maritimes, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture des Alpes-Maritimes.

Pour le préfet et par délégation,

Le directeur départemental des territoires et de la mer

Pour le directeur départemental des territoires et de la mer  
et par subdélégation,

Le chef du pôle Sécurité Déplacements Crise



Dominique MESNIER



**PRÉFET  
DES ALPES-  
MARITIMES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale des territoires et de la Mer  
Service déplacements, risques, sécurité  
Pôle sécurité, déplacements, crise**

AP n° 2022-04-03

Nice, le 15 avril 2022

### **ARRÊTÉ PRÉFECTORAL**

portant réglementation temporaire de la circulation, travaux de maintenance dans le tunnel Rosti,  
dans le sens Italie → France, de l'autoroute A8, sur le territoire de la commune de La Trinité

Le préfet des Alpes-Maritimes  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

**Vu** le code de la voirie routière ;

**Vu** le code de la route et notamment l'article R432-7 ;

**Vu** l'article 25 du titre II de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 sur les droits et libertés des communes, des départements et des régions modifiée et complétée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 ;

**Vu** la loi 55-435 du 18 avril 1955, modifiée portant statut des autoroutes ;

**Vu** le décret du 29 novembre 1982 modifié approuvant la convention passée entre l'État et la Société des Autoroutes Estérel Côte d'Azur, Provence, Alpes (ESCOTA) modifié pour la concession de la construction, de l'entretien et de l'exploitation des autoroutes concédées et ses avenants ultérieurs ;

**Vu** le règlement de l'exploitation du réseau ESCOTA, approuvé par le Ministère de l'Équipement du 1<sup>er</sup> juillet 2012 ;

**Vu** l'arrêté de police n° 2014 – 92 du 25 juin 2014 portant réglementation de la circulation sur l'autoroute A8 « La Provençale » sur la section comprise entre la limite du département du Var/Alpes-Maritimes et la frontière italienne ;

**Vu** l'arrêté n°2012-0604 du 11 juillet 2012 autorisant l'ouverture de chantiers courants ou de réparation sur les autoroutes A8 et A500 dans la traversée des Alpes-Maritimes ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 2022-092 du 7 février 2022 donnant délégation de signature à monsieur le directeur départemental des territoires et de la mer ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°2022-103 du 9 février 2022 portant subdélégation de signature aux cadres de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer ;

**Vu** le dossier DESC 2022-072, présenté par la Société ESCOTA en date du 11 avril 2022 ;

**Vu** l'avis favorable du service DGITM/DIT/GRN/GCA2 en date du 14 avril 2022 ;

**Considérant** la nécessité de réglementer la circulation dans les deux sens de l'autoroute A8, dans le cadre de la maintenance du tunnel Rosti ;

**Considérant** que dans le cadre de la maintenance du tunnel Rosti, cette opération fera l'objet de deux doubles rabattements de circulation (voie de gauche et voie du milieu) dans les deux sens de circulation de l'autoroute A8 ;

**Considérant** que pour permettre la réalisation de ces travaux, des voies de préparation seront mis en place dans les deux sens de circulation, avant le basculement de circulation en double sens France → Italie du PR 202+930 au PR 203+850 ;

**Sur** proposition du directeur départemental des territoires et de la mer des Alpes-Maritimes ;

## **A R R Ê T E**

### **Article 1er :**

Dans le cadre de la maintenance du tunnel Rosti, dans le sens Italie → France, un basculement de circulation se fera en double sens dans le sens France → Italie du PR 202+930 au PR 203+850, de l'Autoroute A8, la nuit du jeudi 28 avril 2022 de 21h à 5h, la circulation sera organisée comme suit :

- Voie du milieu et voie de gauche neutralisées, **sens France → Italie**, début du balisage du PR 200+800 à ITPC entrée PR 202+800, restriction de vitesse à 90 km/h ;
- Voie du milieu et voie de gauche neutralisées, **sens Italie → France**, début du balisage du PR 207+000 à ITPC entrée PR 203+650, restriction de vitesse à 90 km/h ;
- Un basculement de circulation sera mis en place du PR 202+930 au PR 203+850, en double sens de circulation dans le **sens France → Italie**, restriction de vitesse à 50 km/h ;

Les déviations respectives seront mises en place par l'entreprise intervenante sous la responsabilité de la société ESCOTA.

### **Article 2 :**

La signalisation temporaire sera conforme à la réglementation en vigueur et sera mise en place et entretenue par les soins de l'entreprise Mдитраçage.

### **Article 3 :**

Les usagers seront informés des dispositions du présent arrêté par des panneaux d'information sur les autoroutes et les autres voiries, par la diffusion de messages sur Radio Trafic FM 107.7 et par les autres médias.

### **Article 4 :**

Délais et voie de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nice, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Depuis le 30 novembre 2018, les particuliers ont la possibilité de déposer leur recours devant le tribunal administratif de Nice dans un délai de deux mois à compter de sa publication par voie électronique via l'application internet "télé-recours citoyens" (<https://www.telerecours.fr>).

**Article 5 :**

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Alpes-Maritimes, et ampliation sera adressée à :

M. le président du conseil départemental des Alpes-Maritimes ;  
M. le directeur départemental des territoires et de la mer des Alpes-Maritimes ;  
M. le commandant du groupement départemental de gendarmerie des Alpes-Maritimes ;  
M. le commandant de l'escadron départemental de sécurité routière ;  
M. le directeur départemental de la sécurité publique des Alpes Maritimes ;  
M. le préfet délégué pour la sécurité et la défense ;

Chargés, chacun en ce qui le concerne, d'en assurer l'exécution, ainsi que pour information à :

M. le directeur départemental des services d'incendie et de secours ;  
M. le maire La Turbie ;  
M. le directeur du service DGITM/DIT/GRN/GCA2 ;

A Nice, le 15 avril 2022

Pour le préfet et par délégation,

Pour le directeur départemental des territoires et de la mer,

Le chef adjoint du pôle sécurité déplacements crise

A stylized blue ink signature, appearing to be 'DM', with a horizontal line extending to the right.

Dominique MESNIER





**PRÉFET  
DES ALPES-  
MARITIMES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale des territoires et de la Mer  
Service déplacements, risques, sécurité  
Pôle sécurité, déplacements, crise**

AP n° 2022-04-04

Nice, le 15 avril 2022

### **ARRÊTÉ PRÉFECTORAL**

portant réglementation temporaire de la circulation, travaux de maintenance  
dans le tunnel de Canta Galet dans les deux sens de circulation de l'autoroute A8,  
sur le territoire de la commune de Nice

Le préfet des Alpes-Maritimes  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

**Vu** le code de la voirie routière ;

**Vu** le code de la route et notamment l'article R432-7 ;

**Vu** l'article 25 du titre II de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 sur les droits et libertés des communes, des départements et des régions modifiée et complétée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 ;

**Vu** la loi 55-435 du 18 avril 1955, modifiée portant statut des autoroutes ;

**Vu** le décret du 29 novembre 1982 modifié approuvant la convention passée entre l'État et la Société des Autoroutes Estérel Côte d'Azur, Provence, Alpes (ESCOTA) modifié pour la concession de la construction, de l'entretien et de l'exploitation des autoroutes concédées et ses avenants ultérieurs ;

**Vu** le règlement de l'exploitation du réseau ESCOTA, approuvé par le Ministère de l'Équipement du 1<sup>er</sup> juillet 2012 ;

**Vu** l'arrêté de police n° 2014 – 92 du 25 juin 2014 portant réglementation de la circulation sur l'autoroute A8 « La Provençale » sur la section comprise entre la limite du département du Var/Alpes-Maritimes et la frontière italienne ;

**Vu** l'arrêté n°2012-0604 du 11 juillet 2012 autorisant l'ouverture de chantiers courants ou de réparation sur les autoroutes A8 et A500 dans la traversée des Alpes-Maritimes ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 2022-092 du 7 février 2022 donnant délégation de signature à monsieur le directeur départemental des territoires et de la mer ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°2022-103 du 9 février 2022 portant subdélégation de signature aux cadres de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer ;

**Vu** le dossier DESC 2022-073, présenté par la Société ESCOTA en date du 11 avril 2022 ;

**Vu** l'avis favorable du service DGITM/DIT/GRN/GCA2 en date du 14 avril 2022 ;

**Considérant** la nécessité de réglementer la circulation dans les deux sens de l'autoroute A8, dans le cadre de la maintenance du tunnel de Canta Galet ;

**Considérant** que dans le cadre de la maintenance du tunnel de Canta Galet, cette opération fera l'objet de deux doubles rabattements de circulation (voie de gauche et voie du milieu) dans les deux sens de circulation de l'autoroute A8 ;

**Considérant** que pour permettre la réalisation de ces travaux, des voies de préparation seront mis en place dans les deux sens de circulation, avant le basculement de circulation en double sens Italie → France du PR 194+300 au PR 192+740 ;

**Sur** proposition du directeur départemental des territoires et de la mer des Alpes-Maritimes ;

## **A R R Ê T E**

### **Article 1er :**

Dans le cadre de la maintenance du tunnel de Canta Galet, un basculement de circulation se fera en double sens dans le sens Italie → France du PR 194+300 au PR 192+740, de l'Autoroute A8, la nuit du mercredi 4 mai 2022 de 21h à 5h, la circulation sera organisée comme suit :

- Voie du milieu et voie de gauche neutralisées, **sens France → Italie**, début du balisage du PR 190+200 à ITPC entrée PR 192+740, restriction de vitesse à 90 km/h ;
- Voie du milieu et voie de gauche neutralisées, **sens Italie → France**, début du balisage du PR 198+000 à ITPC entrée PR 194+400, restriction de vitesse à 90 km/h ;
- Un basculement de circulation sera mis en place du PR 194+300 au PR 192+740, en double sens de circulation dans le **sens Italie → France**, restriction de vitesse à 50 km/h ;

Les déviations respectives seront mises en place par l'entreprise intervenante sous la responsabilité de la société ESCOTA.

### **Article 2 :**

La signalisation temporaire sera conforme à la réglementation en vigueur et sera mise en place et entretenue par les soins de l'entreprise Mditraçage.

### **Article 3 :**

Les usagers seront informés des dispositions du présent arrêté par des panneaux d'information sur les autoroutes et les autres voiries, par la diffusion de messages sur Radio Trafic FM 107.7 et par les autres médias.

**Article 4 :**

Délais et voie de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nice, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Depuis le 30 novembre 2018, les particuliers ont la possibilité de déposer leur recours devant le tribunal administratif de Nice dans un délai de deux mois à compter de sa publication par voie électronique via l'application internet "télé-recours citoyens" (<https://www.telerecours.fr>).

**Article 5 :**

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Alpes-Maritimes, et ampliation sera adressée à :

M. le président du conseil départemental des Alpes-Maritimes ;  
M. le directeur départemental des territoires et de la mer des Alpes-Maritimes ;  
M. le commandant du groupement départemental de gendarmerie des Alpes-Maritimes ;  
M. le commandant de l'escadron départemental de sécurité routière ;  
M. le directeur départemental de la sécurité publique des Alpes Maritimes ;  
M. le préfet délégué pour la sécurité et la défense ;

Chargés, chacun en ce qui le concerne, d'en assurer l'exécution, ainsi que pour information à :

M. le directeur départemental des services d'incendie et de secours ;  
M. le maire La Turbie ;  
M. le directeur du service DGITM/DIT/GRN/GCA2 ;

A Nice, le 15 avril 2022

Pour le préfet et par délégation,

Pour le directeur départemental des territoires et de la mer,

Le chef adjoint du pôle sécurité déplacements crise



Dominique MESNIER



**PRÉFET  
DES ALPES-  
MARITIMES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale des territoires et de la Mer  
Service déplacements, risques, sécurité  
Pôle sécurité, déplacements, crise**

AP n° 2022-04-05

Nice, le 15 avril 2022

### **ARRÊTÉ PRÉFECTORAL**

Portant réglementation temporaire de la circulation de la bretelle d'entrée de l'échangeur n° 52  
dans le sens France → Italie de l'autoroute A8, sur le territoire de la commune de Nice

Le préfet des Alpes-Maritimes  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

**Vu** le code de la voirie routière ;

**Vu** le code de la route et notamment l'article R432-7 ;

**Vu** l'article 25 du titre II de la loi n° 82 213 du 2 mars 1982 sur les droits et libertés des communes, des départements et des régions modifiée et complétée par la loi n° 82 623 du 22 juillet 1982 ;

**Vu** la loi 55 435 du 18 avril 1955, modifiée portant statut des autoroutes ;

**Vu** le décret du 29 novembre 1982 modifié approuvant la convention passée entre l'État et la Société des Autoroutes Estérel Côte d'Azur, Provence, Alpes (ESCOTA) modifié pour la concession de la construction, de l'entretien et de l'exploitation des autoroutes concédées et ses avenants ultérieurs ;

**Vu** le règlement de l'exploitation du réseau ESCOTA, approuvé par le Ministère de l'Équipement du 1<sup>er</sup> juillet 2012 ;

**Vu** l'arrêté de police n° 2014 – 92 du 25 juin 2014 portant réglementation de la circulation sur l'autoroute A8 « La Provençale » sur la section comprise entre la limite du département du Var/Alpes-Maritimes et la frontière italienne ;

**Vu** l'arrêté n°2012-0604 du 11 juillet 2012 autorisant l'ouverture de chantiers courants ou de réparation sur les autoroutes A8 et A500 dans la traversée des Alpes-Maritimes ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 2022-092 du 7 février 2022 donnant délégation de signature à monsieur le directeur départemental des territoires et de la mer ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°2022-103 du 9 février 2022 portant subdélégation de signature aux cadres de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer ;

**Vu** le dossier DESC n°2022-066, présenté par la Société ESCOTA en date du 11 avril 2022 ;

**Vu** l'avis favorable du service DGITM/DIT/GRN/GCA2 en date du 14 avril 2022 ;

**Vu** l'avis favorable de la Métropole Nice Côte d'Azur, en date du 13 avril 2022 ;

**Considérant** que dans le cadre d'une intervention d'entretien divers, la bretelle d'entrée de l'échangeur n°52, (Nice Saint-Isidore) dans le sens France → Italie de l'autoroute A8, sera interdite à la circulation de tous les véhicules.



## **A R R Ê T E**

### **Article 1er :**

Dans le cadre d'une intervention d'entretien divers, nécessitant la fermeture de la bretelle d'entrée de l'échangeur n°52 (Nice Saint-Isidore) dans le sens France → Italie de l'autoroute A8, sera interdite à la circulation de tous les véhicules, La nuit du mercredi 4 mai 2022 au jeudi 5 mai 2022 de 21h à 05h (1 nuit) ;

- Nuit de repli en cas d'intempérie ou d'incident majeur : du jeudi 5 mai 2022 au vendredi 6 mai 2022 de 21h à 5h (1 nuit)

La circulation dans cet échangeur sera organisée comme suit :

Itinéraire de déviation de la bretelle d'entrée de l'échangeur n°52 sens France → Italie (VL+PL) :

Les véhicules qui ne pourront pas emprunter la bretelle d'entrée de l'échangeur n°52, devront prendre le boulevard du Mercantour, sur la route de Grenoble au rond-point des baraques prendre la 2ème sortie et continuer tout droit puis file de droite sur la traversée de la digue des Français, prendre légèrement à droite pour prendre la bretelle A8 en direction de Gênes/Monaco ;

Les déviations respectives seront mises en place par l'entreprise intervenante sous la responsabilité de la société ESCOTA.

### **Article 2 :**

La signalisation temporaire sera conforme à la réglementation en vigueur et sera mise en place et entretenue par les soins de l'entreprise Miditraçage.

### **Article 3 :**

Les usagers seront informés des dispositions du présent arrêté par des panneaux d'information sur les autoroutes et les autres voiries, par la diffusion de messages sur Radio Trafic FM 107.7 et par les autres médias.

### **Article 4 :**

Délais et voie de recours :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nice, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Depuis le 30 novembre 2018, les particuliers ont la possibilité de déposer leur recours devant le tribunal administratif de Nice dans un délai de deux mois à compter de sa publication par voie électronique via l'application internet "télé-recours citoyens" (<https://www.telerecours.fr>).

**Article 5 :**

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Alpes-Maritimes, et ampliation sera adressée à :

M. le directeur départemental des territoires et de la mer des Alpes-Maritimes ;

M. le président de la Métropole Nice Côte d'Azur ;

M. le commandant du groupement départemental de gendarmerie des Alpes-Maritimes ;

M. le commandant de l'escadron départemental de sécurité routière ;

M. le directeur départemental de la sécurité publique des Alpes Maritimes ;

M. le préfet délégué pour la sécurité et la défense ;

Chargés, chacun en ce qui le concerne, d'en assurer l'exécution, ainsi que pour information à :

M. le directeur départemental des services d'incendie et de secours ;

M. le maire de Nice ;

M. le directeur du service DGITM/DIT/GRN/GCA2 ;

A Nice, le 15 avril 2022

Pour le préfet et par délégation,

Pour le directeur départemental des territoires et de la mer,

Le chef adjoint du pôle sécurité déplacements crise



Dominique MESNIER



**PRÉFET  
DES ALPES-  
MARITIMES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale des territoires et de la Mer  
Service déplacements, risques, sécurité  
Pôle sécurité, déplacements, crise**

AP n° 2022-04-06

Nice, le 15 avril 2022

### **ARRÊTÉ PRÉFECTORAL**

Portant réglementation temporaire de la circulation sur l'autoroute A8 « La Provençale » à l'occasion de travaux de réfection de chaussée sur la RM 6202 Bis, nécessitant la fermeture de la bretelle de sortie n° 51.1 dans le sens France → Italie au PR 188+500 sur le territoire de la commune de Nice

Le préfet des Alpes-Maritimes  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

**Vu** le code de la voirie routière ;

**Vu** le code de la route et notamment l'article R432-7 ;

**Vu** l'article 25 du titre II de la loi n° 82 213 du 2 mars 1982 sur les droits et libertés des communes, des départements et des régions modifiée et complétée par la loi n° 82 623 du 22 juillet 1982 ;

**Vu** la loi 55 435 du 18 avril 1955, modifiée portant statut des autoroutes ;

**Vu** le décret du 29 novembre 1982 modifié approuvant la convention passée entre l'État et la Société des Autoroutes Estérel Côte d'Azur, Provence, Alpes (ESCOTA) modifié pour la concession de la construction, de l'entretien et de l'exploitation des autoroutes concédées et ses avenants ultérieurs ;

**Vu** le règlement de l'exploitation du réseau ESCOTA, approuvé par le Ministère de l'Équipement du 1<sup>er</sup> juillet 2012 ;

**Vu** l'arrêté de police n° 2014 – 92 du 25 juin 2014 portant réglementation de la circulation sur l'autoroute A8 « La Provençale » sur la section comprise entre la limite du département du Var/Alpes-Maritimes et la frontière italienne ;

**Vu** l'arrêté n°2012-0604 du 11 juillet 2012 autorisant l'ouverture de chantiers courants ou de réparation sur les autoroutes A8 et A500 dans la traversée des Alpes-Maritimes ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 2022-092 du 7 février 2022 donnant délégation de signature à monsieur le directeur départemental des territoires et de la mer ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°2022-103 du 9 février 2022 portant subdélégation de signature aux cadres de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer ;

**Vu** la demande de la métropole Nice Côte d'Azur transmise le 23 mars 2022 et du 11 avril 2022 ;

**Vu** l'avis favorable de la société ESCOTA en date du 1 avril 2022 et du 12 avril 2022 ;

**Vu** l'avis favorable du service DGITM/DIT/GRN/GCA2 en date du 4 avril 2022 et du 14 avril 2022 ;

**Considérant** la nécessité de réglementer la circulation de la bretelle de sortie n° 51.1 (Carros) de l'autoroute A8, au PR 188+500 dans le sens France → Italie, de proroger l'AP 2022-04-01 en date du 6 avril 2022, en raison de travaux de réfection de chaussée sur la RM 6202 Bis, la nuit du mardi 19 avril 2022 au mercredi 20 avril 2022 de 20h00 à 6h00 ;

**Sur** proposition du directeur départemental des territoires et de la mer des Alpes-Maritimes ;

## **A R R Ê T E**

### **Article 1er :**

En raison de travaux de réfection de chaussée sur la RM 6202 Bis, la sortie de l'échangeur N° 51.1 (Carros) de l'autoroute A8 au PR 188+500 dans le sens France → Italie sera fermée à la circulation de tous les véhicules la nuit :

- Du mardi 19 avril 2022 au mercredi 20 avril 2022 de 20h à 6h00 ;

La circulation dans cet échangeur sera organisée comme suit ;

Dans le sens France → Italie ;

Les véhicules qui ne pourront emprunter la bretelle n° 51.1 sortiront de l'autoroute A8 soit par la sortie n° 52 (Nice saint Isidore) au PR 190+184 soit par la sortie n° 51 (Nice saint Augustin) au PR 186+849 pour rejoindre la RM6202.

Les déviations pour rejoindre la zone industrielle de Carros par la RM 6202 et le pont de la Manda seront mises en place par les services de la métropole Nice Côte d'Azur.

La société ESCOTA, assurera la mise en place et l'enlèvement de la signalisation de la fermeture de la bretelle n° 51.1.

Les déviations respectives seront mises en place par l'entreprise intervenante sous la responsabilité de la société ESCOTA.

### **Article 2 :**

La signalisation temporaire sera conforme à la réglementation en vigueur et sera mise en place et entretenue par les soins des services d'exploitation de la société ESCOTA.

### **Article 3 :**

Les usagers seront informés des dispositions du présent arrêté par des panneaux d'information sur les autoroutes et les autres voiries, par la diffusion de messages sur Radio Trafic FM 107.7 et par les autres médias.



#### **Article 4 :**

##### Délais et voie de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nice, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Depuis le 30 novembre 2018, les particuliers ont la possibilité de déposer leur recours devant le tribunal administratif de Nice dans un délai de deux mois à compter de sa publication par voie électronique via l'application internet "télé-recours citoyens" (<https://www.telerecours.fr>).

#### **Article 5 :**

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Alpes-Maritimes, et ampliation sera adressée à :

M. le directeur départemental des territoires et de la mer des Alpes-Maritimes ;  
M. le président de la Métropole Nice Côte d'Azur ;  
M. le commandant du groupement départemental de gendarmerie des Alpes-Maritimes ;  
M. le commandant de l'escadron départemental de sécurité routière ;  
M. le directeur départemental de la sécurité publique des Alpes Maritimes ;  
M. le préfet délégué pour la sécurité et la défense ;

Chargés, chacun en ce qui le concerne, d'en assurer l'exécution, ainsi que pour information à :

M. le directeur départemental des services d'incendie et de secours ;  
M. le maire de Nice ;  
M. le directeur du service DGITM/DIT/GRN/GCA2 ;

A Nice, le 15 avril 2022  
Pour le préfet et par délégation,  
Pour le directeur départemental des territoires et de la mer,

Le chef du pôle sécurité-déplacements-crise

  
Dominique MESNIER



**PRÉFET  
DES ALPES-  
MARITIMES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale des territoires et de la Mer  
Service déplacements, risques, sécurité  
Pôle sécurité, déplacements, crise**

AP n° 2022-04-07

Nice, le 15 avril 2022

### **ARRÊTÉ PRÉFECTORAL**

portant réglementation temporaire de la circulation, maintenance dans le tunnel de la Borne Romaine dans les deux sens de circulation de l'autoroute A8, fermeture de la bretelle de sortie de l'échangeur n°56 (Monaco) sens France → Italie sur le territoire de la commune de La Turbie

Le préfet des Alpes-Maritimes  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

**Vu** le code de la voirie routière ;

**Vu** le code de la route et notamment l'article R432-7 ;

**Vu** l'article 25 du titre II de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 sur les droits et libertés des communes, des départements et des régions modifiée et complétée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 ;

**Vu** la loi 55-435 du 18 avril 1955, modifiée portant statut des autoroutes ;

**Vu** le décret du 29 novembre 1982 modifié approuvant la convention passée entre l'État et la Société des Autoroutes Estérel Côte d'Azur, Provence, Alpes (ESCOTA) modifié pour la concession de la construction, de l'entretien et de l'exploitation des autoroutes concédées et ses avenants ultérieurs ;

**Vu** le règlement de l'exploitation du réseau ESCOTA, approuvé par le Ministère de l'Équipement du 1<sup>er</sup> juillet 2012 ;

**Vu** l'arrêté de police n° 2014 – 92 du 25 juin 2014 portant réglementation de la circulation sur l'autoroute A8 « La Provençale » sur la section comprise entre la limite du département du Var/Alpes-Maritimes et la frontière italienne ;

**Vu** l'arrêté n°2012-0604 du 11 juillet 2012 autorisant l'ouverture de chantiers courants ou de réparation sur les autoroutes A8 et A500 dans la traversée des Alpes-Maritimes ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 2022-092 du 7 février 2022 donnant délégation de signature à monsieur le directeur départemental des territoires et de la mer ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°2022-103 du 9 février 2022 portant subdélégation de signature aux cadres de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer ;

**Vu** le dossier DESC 2022-074, présenté par la Société ESCOTA en date du 11 avril 2022 ;

**Vu** l'avis favorable du service DGITM/DIT/GRN/GCA2 en date du 14 avril 2022 ;

**Considérant** la nécessité de réglementer la circulation dans les deux sens de l'autoroute A8, dans le cadre de la maintenance du tunnel de la Borne Romaine ;

**Considérant** que dans le cadre de la maintenance du tunnel de la Borne Romaine, cette opération fera l'objet de deux doubles rabattements de circulation (voie de gauche et voie du milieu) dans les deux sens de circulation de l'autoroute A8 ;

**Considérant** que pour permettre la réalisation de ces travaux, des voies de préparations seront mis en place dans les deux sens de circulation, avant le basculement de circulation en double sens Italie → France du PR 207+000 au PR 205+400 ;

**Sur** proposition du directeur départemental des territoires et de la mer des Alpes-Maritimes ;

## **A R R Ê T E**

### **Article 1<sup>er</sup> :**

Dans le cadre de la maintenance du tunnel de la Borne Romaine, fermeture de la bretelle de sortie de l'échangeur n°56 (Monaco) sens France → Italie. Un basculement de circulation se fera en double sens dans le sens Italie → France du PR 207+000 au PR 205+400, de l'Autoroute A8, la nuit du jeudi 5 mai 2022 de 21h à 5h, la circulation sera organisée comme suit :

- Voie du milieu et voie de gauche neutralisées, **sens France → Italie**, début du balisage du PR 203+000 à ITPC entrée PR 205+400, restriction de vitesse à 90 km/h ;
- Voie du milieu et voie de gauche neutralisées, **sens Italie → France**, début du balisage du PR 208+000 à ITPC entrée PR 207+000, restriction de vitesse à 90 km/h ;
- Un basculement de circulation sera mis en place du PR 207+000 au PR 205+400, en double sens de circulation dans le **sens Italie → France**, restriction de vitesse à 50 km/h ;

### Déviations VL & PL bretelle de sortie de l'échangeur n°56 sens France → Italie

L'ensemble des véhicules qui nous pourront emprunter la bretelle de sortie n°56 échangeur (Monaco), dans le sens de circulation France → Italie, rester sur A8 et prendre la sortie n°57 de l'échangeur La Turbie, prendre la 2<sup>ème</sup> sortie vers à 500.

Les déviations respectives seront mises en place par l'entreprise intervenante sous la responsabilité de la société ESCOTA.

### **Article 2 :**

La signalisation temporaire sera conforme à la réglementation en vigueur et sera mise en place et entretenue par les soins de l'entreprise Miditraçage.

**Article 3 :**

Les usagers seront informés des dispositions du présent arrêté par des panneaux d'information sur les autoroutes et les autres voiries, par la diffusion de messages sur Radio Trafic FM 107.7 et par les autres médias.

**Article 4 :**

Délais et voie de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nice, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Depuis le 30 novembre 2018, les particuliers ont la possibilité de déposer leur recours devant le tribunal administratif de Nice dans un délai de deux mois à compter de sa publication par voie électronique via l'application internet "télé-recours citoyens" (<https://www.telerecours.fr>).

**Article 5 :**

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Alpes-Maritimes, et ampliation sera adressée à :

M. le président du conseil départemental des Alpes-Maritimes ;  
M. le directeur départemental des territoires et de la mer des Alpes-Maritimes ;  
M. le commandant du groupement départemental de gendarmerie des Alpes-Maritimes ;  
M. le commandant de l'escadron départemental de sécurité routière ;  
M. le directeur départemental de la sécurité publique des Alpes Maritimes ;  
M. le préfet délégué pour la sécurité et la défense ;

Chargés, chacun en ce qui le concerne, d'en assurer l'exécution, ainsi que pour information à :

M. le directeur départemental des services d'incendie et de secours ;  
M. le maire La Turbie ;  
M. le directeur du service DGITM/DIT/GRN/GCA2 ;

A Nice, le 15 avril 2022

Pour le préfet et par délégation,

Pour le directeur départemental des territoires et de la mer,

Le chef adjoint du pôle sécurité déplacements crise

  
Dominique MESNIER



**PRÉFET  
DES ALPES-  
MARITIMES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale des territoires et de la Mer  
Service déplacements, risques, sécurité  
Pôle sécurité, déplacements, crise**

AP n° 2022-04-08

Nice, le 15 avril 2022

### **ARRÊTÉ PRÉFECTORAL**

portant réglementation temporaire de la circulation pour la maintenance  
dans le tunnel du Paillon dans les deux sens de circulation de l'autoroute A8,  
sur le territoire de la commune de Nice

Le préfet des Alpes-Maritimes  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

**Vu** le code de la voirie routière ;

**Vu** le code de la route et notamment l'article R432-7 ;

**Vu** l'article 25 du titre II de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 sur les droits et libertés des communes, des départements et des régions modifiée et complétée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 ;

**Vu** la loi 55-435 du 18 avril 1955, modifiée portant statut des autoroutes ;

**Vu** le décret du 29 novembre 1982 modifié approuvant la convention passée entre l'État et la Société des Autoroutes Estérel Côte d'Azur, Provence, Alpes (ESCOTA) modifié pour la concession de la construction, de l'entretien et de l'exploitation des autoroutes concédées et ses avenants ultérieurs ;

**Vu** le règlement de l'exploitation du réseau ESCOTA, approuvé par le Ministère de l'Équipement du 1<sup>er</sup> juillet 2012 ;

**Vu** l'arrêté de police n° 2014 – 92 du 25 juin 2014 portant réglementation de la circulation sur l'autoroute A8 « La Provençale » sur la section comprise entre la limite du département du Var/Alpes-Maritimes et la frontière italienne ;

**Vu** l'arrêté n°2012-0604 du 11 juillet 2012 autorisant l'ouverture de chantiers courants ou de réparation sur les autoroutes A8 et A500 dans la traversée des Alpes-Maritimes ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 2022-092 du 7 février 2022 donnant délégation de signature à monsieur le directeur départemental des territoires et de la mer ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°2022-103 du 9 février 2022 portant subdélégation de signature aux cadres de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer ;

**Vu** le dossier DESC 2022-072, présenté par la Société ESCOTA en date du 12 avril 2022 ;

**Vu** l'avis favorable du service DGITM/DIT/GRN/GCA2 en date du 14 avril 2022 ;

**Vu** l'avis favorable de la Métropole Nice Côte d'Azur, en date du 14 avril 2022 ;

**Considérant** la nécessité de réglementer la circulation dans les deux sens de l'autoroute A8, dans le cadre de la maintenance du tunnel du Paillon ;

**Considérant** que dans le cadre de la maintenance du tunnel du Paillon, cette opération fera l'objet de deux doubles rabattements de circulation (voie de gauche et voie du milieu) dans les deux sens de circulation de l'autoroute A8 ;

**Considérant** que pour permettre la réalisation de ces travaux, des voies de préparations seront mis en place dans les deux sens de circulation, avant le basculement de circulation en double sens dans le sens Italie → France du PR 201+520 au PR 200+730 ;

**Sur** proposition du directeur départemental des territoires et de la mer des Alpes-Maritimes ;

## **A R R Ê T E**

### **Article 1<sup>er</sup>:**

Dans le cadre de la maintenance du tunnel du Paillon, fermeture de la bretelle d'entrée n°55 (Nice Est) dans le sens France → Italie. Un basculement de circulation se fera en double sens dans le sens Italie → France du PR 201+520 au PR 200+730, de l'Autoroute A8, la nuit du lundi 9 mai 2022 de 21h à 5h, la circulation sera organisée comme suit :

- Voie de gauche neutralisées, **sens France → Italie**, début du balisage du PR 198+000 à ITPC entrée PR 200+730, restriction de vitesse à 90 km/h ;
- Voie du milieu et voie de gauche neutralisées, **sens Italie → France**, début du balisage du PR 204+500 à ITPC entrée PR 201+520, restriction de vitesse à 90 km/h ;
- Un basculement de circulation sera mis en place du PR 201+520 au PR 200+730, en double sens de circulation dans le **sens Italie → France**, restriction de vitesse à 50 km/h ;

### Déviations VL & PL bretelle d'entrée n°55 (Nice Est) dans le sens France → Italie :

L'ensemble des véhicules qui ne pourront emprunter la bretelle d'entrée n°55 (Nice Est) dans le sens de circulation France → Italie, devront prendre l'A8 direction Aix-en-Provence, prendre la bretelle de sortie n°54 (Nice Nord), rester sur la file de gauche au rond point prendre la 2<sup>ème</sup> sortie, rester à droite à l'embranchement, puis suivre Monaco/Menton/Gênes ;

Les déviations respectives seront mises en place par l'entreprise intervenante sous la responsabilité de la société ESCOTA.

### **Article 2 :**

La signalisation temporaire sera conforme à la réglementation en vigueur et sera mise en place et entretenue par les soins de l'entreprise Miditraçage.



**Article 3 :**

Les usagers seront informés des dispositions du présent arrêté par des panneaux d'information sur les autoroutes et les autres voiries, par la diffusion de messages sur Radio Trafic FM 107.7 et par les autres médias.

**Article 4 :**

Délais et voie de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nice, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Depuis le 30 novembre 2018, les particuliers ont la possibilité de déposer leur recours devant le tribunal administratif de Nice dans un délai de deux mois à compter de sa publication par voie électronique via l'application internet "télé-recours citoyens" (<https://www.telerecours.fr>).

**Article 5 :**

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Alpes-Maritimes, et ampliation sera adressée à :

M. le président de la métropole Nice Côte d'Azur ;  
M. le président du conseil départemental des Alpes-Maritimes ;  
M. le directeur départemental des territoires et de la mer des Alpes-Maritimes ;  
M. le commandant du groupement départemental de gendarmerie des Alpes-Maritimes ;  
M. le commandant de l'escadron départemental de sécurité routière ;  
M. le directeur départemental de la sécurité publique des Alpes Maritimes ;  
M. le préfet délégué pour la sécurité et la défense ;

Chargés, chacun en ce qui le concerne, d'en assurer l'exécution, ainsi que pour information à :

M. le directeur départemental des services d'incendie et de secours ;  
M. le maire de Nice ;  
M. le directeur du service DGITM/DIT/GRN/GCA2 ;

A Nice, le 15 avril 2022

Pour le préfet et par délégation,

Pour le directeur départemental des territoires et de la mer,

Le chef adjoint du pôle sécurité déplacements crise



Dominique MESNIER



**PRÉFET  
DES ALPES-  
MARITIMES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale des territoires et de la Mer  
Service déplacements, risques, sécurité  
Pôle sécurité, déplacements, crise**

AP n° 2022-04-09

Nice, le 15 avril 2022

### **ARRÊTÉ PRÉFECTORAL**

portant réglementation temporaire de la circulation sur la bretelle de sortie de l'échangeur  
n° 55 (Nice Est) au PR 200+700 dans le sens Italie → France de l'autoroute A8,  
sur le territoire de la commune de Nice

Le préfet des Alpes-Maritimes  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

**Vu** le code de la voirie routière ;

**Vu** le code de la route et notamment l'article R432-7 ;

**Vu** l'article 25 du titre II de la loi n° 82 213 du 2 mars 1982 sur les droits et libertés des communes, des départements et des régions modifiée et complétée par la loi n° 82 623 du 22 juillet 1982 ;

**Vu** la loi 55 435 du 18 avril 1955, modifiée portant statut des autoroutes ;

**Vu** le décret du 29 novembre 1982 modifié approuvant la convention passée entre l'État et la Société des Autoroutes Estérel Côte d'Azur, Provence, Alpes (ESCOTA) modifié pour la concession de la construction, de l'entretien et de l'exploitation des autoroutes concédées et ses avenants ultérieurs ;

**Vu** le règlement de l'exploitation du réseau ESCOTA, approuvé par le Ministère de l'Équipement du 1<sup>er</sup> juillet 2012 ;

**Vu** l'arrêté de police n° 2014 – 92 du 25 juin 2014 portant réglementation de la circulation sur l'autoroute A8 « La Provençale » sur la section comprise entre la limite du département du Var/Alpes-Maritimes et la frontière italienne ;

**Vu** l'arrêté n°2012-0604 du 11 juillet 2012 autorisant l'ouverture de chantiers courants ou de réparation sur les autoroutes A8 et A500 dans la traversée des Alpes-Maritimes ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 2022-092 du 7 février 2022 donnant délégation de signature à monsieur le directeur départemental des territoires et de la mer ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°2022-103 du 9 février 2022 portant subdélégation de signature aux cadres de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer ;

**Vu** le dossier DESC 2022-071, présenté par la Société ESCOTA en date du 11 avril 2022 ;

**Vu** l'avis favorable du service DGITM/DIT/GRN/GCA2, en date du 14 avril 2022 ;

**Vu** l'avis favorable de la Métropole Nice Côte d'Azur, en date du 14 avril 2022 ;

**Considérant** la nécessité de réglementer la circulation de l'échangeur n°55 (Nice Est) dans le sens France → Italie sur l'Autoroute A8, En raison de travaux d'entretien divers ;

**Sur** proposition du directeur départemental des territoires et de la mer des Alpes-Maritimes ;

## **A R R Ê T E**

### **Article 1<sup>er</sup> :**

En raison de travaux d'entretien divers, la bretelle de sortie de l'échangeur n° 55 (Nice Est) au PR 200+700 dans le sens Italie → France sur l'autoroute A8, sera fermée à la circulation de tous les véhicules, durant la période suivante : du lundi 9 mai 2022 au mercredi 11 mai 2022, les 2 nuits de 21h00 à 05h00 ;

La circulation de cet échangeur sera organisée comme suit :

L'ensemble des véhicules qui nous pourront emprunter la bretelle de sortie n° 55 dans le sens de circulation Italie → France devront rester sur A8 et prendre la bretelle de sortie n° 54 pour faire demi-tour et reprendre l'A8 en direction de Monaco/Menton/Gêne enfin de prendre la sortie n° 55.

Les déviations seront mises en place par l'entreprise intervenante sous la responsabilité de la société ESCOTA.

### **Article 2 :**

La signalisation temporaire sera conforme à la réglementation en vigueur et sera mise en place et entretenue par les soins des services d'exploitation de la société ESCOTA.

### **Article 3 :**

Les usagers seront informés des dispositions du présent arrêté par des panneaux d'information sur les autoroutes et les autres voiries, par la diffusion de messages sur Radio Trafic FM 107.7 et par les autres médias.

### **Article 4 :**

Délais et voie de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nice, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Depuis le 30 novembre 2018, les particuliers ont également la possibilité de déposer leur recours devant le tribunal administratif de Nice dans un délai de deux mois à compter de sa publication par voie électronique via l'application internet "télé-recours citoyens" (<https://www.telerecours.fr>).

**Article 5 :**

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Alpes-Maritimes, et ampliation sera adressée à :

M. le directeur départemental des territoires et de la mer des Alpes-Maritimes ;  
M. le président de la métropole Nice Côte d'Azur ;  
M. le commandant du groupement départemental de gendarmerie des Alpes-Maritimes ;  
M. le commandant du peloton de gendarmerie de Nice ;  
M. le commandant de l'escadron départemental de sécurité routière ;  
M. le directeur départemental de la sécurité publique des Alpes Maritimes ;  
M. le préfet délégué pour la sécurité et la défense ;

chargés, chacun en ce qui le concerne, d'en assurer l'exécution, ainsi que pour information à :

M. le directeur départemental des services d'incendie et de secours ;  
M. le maire de Nice ;  
M. le directeur du service DGITM/DIT/GRN/GCA2.

A Nice, le 15 avril 2022  
Pour le préfet et par délégation,  
Pour le directeur départemental des territoires et de la mer,  
Le chef adjoint du pôle sécurité déplacements crise

A blue ink signature, appearing to be 'DM', written in a stylized, cursive manner.

Dominique MESNIER



**PRÉFET  
DES ALPES-  
MARITIMES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale des territoires et de la Mer  
Service déplacements, risques, sécurité  
Pôle sécurité, déplacements, crise**

AP n° 2022-04-10

Nice, le 15 avril 2022

### **ARRÊTÉ PRÉFECTORAL**

Portant réglementation temporaire de la circulation sur l'autoroute A8,  
fermeture de l'aire de Beausoleil au PR 210+000 dans le sens France → Italie,  
sur la commune de Beausoleil

Le préfet des Alpes-Maritimes  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

**Vu** le code de la voirie routière ;

**Vu** le code de la route et notamment l'article R432-7 ;

**Vu** l'article 25 du titre II de la loi n° 82.213 du 2 mars 1982 sur les droits et libertés des communes, des départements et des régions modifiée et complétée par la loi n° 82 623 du 22 juillet 1982 ;

**Vu** la loi 55.435 du 18 avril 1955, modifiée portant statut des autoroutes ;

**Vu** le décret du 29 novembre 1982 modifié approuvant la convention passée entre l'État et la Société des Autoroutes Estérel Côte d'Azur, Provence, Alpes (ESCOTA) modifié pour la concession de la construction, de l'entretien et de l'exploitation des autoroutes concédées et ses avenants ultérieurs ;

**Vu** le règlement de l'exploitation du réseau ESCOTA, approuvé par le Ministère de l'Équipement du 1<sup>er</sup> juillet 2012 ;

**Vu** l'arrêté de police n° 2014 – 92 du 25 juin 2014 portant réglementation de la circulation sur l'autoroute A8 « La Provençale » sur la section comprise entre la limite du département du Var/Alpes-Maritimes et la frontière italienne ;

**Vu** l'arrêté n°2012-0604 du 11 juillet 2012 autorisant l'ouverture de chantiers courants ou de réparation sur les autoroutes A8 et A500 dans la traversée des Alpes-Maritimes ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 2022-092 du 7 février 2022 donnant délégation de signature à monsieur le directeur départemental des territoires et de la mer ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°2022-103 du 9 février 2022 portant subdélégation de signature aux cadres de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer ;

**Vu** la demande présentée DESC 2022-067 par la Société ESCOTA en date du 11 avril 2022 ;

**Vu** l'avis favorable du service DGITM/DIT/GRN/GCA2, en date du 14 avril 2022 ;

**Considérant** la nécessité d'organiser la circulation dans le cadre de la fermeture de l'aire de Beausoleil, avec neutralisation de la voie de droite au PR 210+000 dans le sens France → Italie de l'autoroute A8, durant la période du 17 mai 2022 au 19 mai 2022 de 20h à 6h ;

**Sur** proposition du directeur départemental des territoires et de la mer des Alpes-Maritimes ;

## **ARRÊTE**

### **Article 1<sup>er</sup> :**

En raison de travaux de réaménagement de la bretelle d'insertion, nécessitant la fermeture de l'aire de Beausoleil avec neutralisation de la voie de droite au PR 210+000 dans le sens France → Italie, sera fermée à la circulation de tous les véhicules, durant la période du 17 mai 2022 au 19 mai 2022 de 20h00 à 6h00.

### **Article 2 :**

La signalisation temporaire et de déviation sera conforme à la réglementation en vigueur et sera mise en place et entretenue par les soins des services d'exploitation de la société d'ESCOTA.

### **Article 3 :**

Les usagers seront informés des dispositions du présent arrêté par des panneaux d'information sur les autoroutes et les autres voiries, par la diffusion de messages sur Radio Trafic FM 107.7 et par les autres médias.

### **Article 4 :**

Délais et voie de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nice, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Depuis le 30 novembre 2018, les particuliers ont la possibilité de déposer leur recours devant le tribunal administratif de Nice dans un délai de deux mois à compter de sa publication par voie électronique via l'application internet "télé-recours citoyens" (<https://www.telerecours.fr>).

### **Article 5 :**

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Alpes-Maritimes, et ampliation sera adressée à :

- M. le Directeur de cabinet du préfet des Alpes-Maritimes ;
- M. le Président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes ;
- M. le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer ;
- M. le Commandant du groupement départemental de gendarmerie des Alpes Maritimes ;
- M. le Commandant du peloton de gendarmerie de Nice ;
- M. le Commandant du peloton de gendarmerie de Mandelieu-la-Napoule ;



- M. le Commandant de l'escadron départemental de sécurité routière ;
- M. le Directeur d'exploitation de la société Escota.

chargés, chacun en ce qui le concerne, d'en assurer l'exécution, ainsi que pour information à :

- M. le Maire de la commune de Beausoleil ;
- M. le Directeur Départemental des services d'incendie et de secours ;

A Nice, le 15 avril 2022  
Pour le préfet et par délégation,  
Pour le directeur départemental des territoires et de la mer,

Le chef du pôle sécurité-déplacements-crise

  
Dominique MESNIER

Réf. : 2022-49

Nice, le 14 AVR. 2022

### **ARRÊTÉ**

**Portant habilitation pour délivrer le certificat de conformité mentionné au 1<sup>er</sup> alinéa de l'article L.752-23 du code de commerce**

Le préfet des Alpes-Maritimes  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de commerce, notamment ses articles L.752-23, R.752-44-2 et R.752-44-3 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu le décret du 17 avril 2019 relatif à la composition et au fonctionnement des commissions départementales d'aménagement commercial et aux demandes d'autorisation d'exploitation commerciale ;

Vu l'arrêté du 28 juin 2019 fixant le contenu du formulaire de demande d'habilitation pour établir le certificat de conformité mentionné au premier alinéa de l'article L.752-23 du code de commerce ;

Vu la demande d'habilitation déposée le 23 mars 2022, par Monsieur Sylvain VEUILLET, gérant de la SAS QUALIMMO ;

Considérant la complétude du dossier de demande en date du 12 avril 2022 ;

Considérant que la personne morale SAS QUALIMMO remplit les conditions fixées aux articles L.752-23, R.752-44-2 et R.752-44-3 du code de commerce ;

Sur la proposition de Monsieur le directeur départemental des territoires et de la mer des Alpes-Maritimes ;

.../

## ARRETE :

Article 1 : La personne morale de la SAS QUALIMMO, sise à Plombières-lès-Dijon (21370) - 89 rue de Velars, dont la demande est enregistrée sous le n° 49, est habilitée pour établir le certificat de conformité mentionné au 1<sup>er</sup> alinéa de l'article L.752-23 du code de commerce dans le département des Alpes-Maritimes.

Article 2 : Cette habilitation est donnée pour une durée de cinq ans **non renouvelable par tacite reconduction**.

Article 3 : Toute modification dans les indications fournies dans le dossier présenté à l'appui de la demande d'habilitation doit être déclarée dans le mois suivant au préfet des Alpes-Maritimes.

Article 4 : Cette habilitation peut être retirée par le représentant de l'État si l'organisme ne remplit plus les conditions d'obtention, de mise à jour ou d'exercice, mentionnées aux articles L.752-23 et R.752-44-1 à R.752-44-3 du code de commerce.

Article 5 : Monsieur le préfet des Alpes-Maritimes, Monsieur le directeur départemental des territoires et de la mer des Alpes-Maritimes sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Alpes-Maritimes.

le Directeur Départemental Adjoint  
des Territoires et de la Mer

Johan PORCHER

Réf. : DDTM-SEAFEN-PE-RD n°2022-024

Nice, le 14 avril 2022

### **RÉCÉPISSÉ DE DÉPÔT DE DÉCLARATION**

#### **Restauration du pont de Sambuguet sur la Bévéra à Moulinet**

#### **CONFORMEMENT A L'ARTICLE 5, LE PRÉSENT DOCUMENT NE VAUT PAS AUTORISATION DE COMMENCEMENT IMMÉDIAT DES TRAVAUX**

Le préfet des Alpes-Maritimes  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

**Vu** le code de l'environnement et notamment les articles L.214-1 à L.214-6 et R.214-1 à R.214-56,  
**Vu** le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Rhône-Méditerranée approuvé le 21 mars 2022,  
**Vu** la déclaration du Conseil Départemental des Alpes-Maritimes du 23 mars 2022, concernant la restauration du pont de Sambuguet sur la Bévéra à Moulinet,  
**Vu** l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Pascal JOBERT, directeur départemental des territoires et de la mer des Alpes-Maritimes,  
**Vu** l'arrêté préfectoral portant subdélégation de signature aux cadres de la direction départementale des territoires et de la mer des Alpes-Maritimes,  
**Considérant** la complétude du dossier vis-à-vis de l'article R.214-32 du code de l'environnement,

**DONNE RÉCÉPISSÉ DE DÉPÔT DE DÉCLARATION au pétitionnaire visé à l'article 1er pour la  
réalisation des installations, ouvrages, travaux, activités décrits au dossier de déclaration et dans les  
conditions détaillées dans ce qui suit**

### Article 1er : Référence du dossier

pétitionnaire: Conseil Départemental des Alpes-Maritimes DEGR

adresse : 147 boulevard du Mercantour 06201 Nice cedex 03

date de dépôt du dossier complet : 25 mars 2022

### Article 2 : Type et emplacement des travaux et ouvrages

Restauration du pont de Sambuguet sur la Bévéra à Moulinet: reprise maçonnerie des murs de soutènement des 2 culées, réfection du parapet côté nord et rejointoiement de l'ensemble de l'ouvrage avec du mortier de ciment ou chaux après la pose d'un échafaudage.

Les espèces protégées présentes sur le site devront être préservées lors des travaux.

### Article 3 : Masse d'eau concernée

Masse d'eau superficielle FRDR73 La Bévéra définie par le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Rhône- Méditerranée.

### Article 4 : Rubriques de la nomenclature

Cette opération relève des rubriques suivantes de la nomenclature :

numéro	désignation	régime	arrêté de prescriptions générales
3.1.5.0.	Installations, ouvrages, travaux ou activités, dans le lit mineur d'un cours d'eau, étant de nature à détruire les frayères, les zones de croissance ou les zones d'alimentation de la faune piscicole, des crustacés et des batraciens, ou dans le lit majeur d'un cours d'eau, étant de nature à détruire les frayères de brochet, sans destruction de plus de 200m2 de frayères	déclaration	30/09/14

### Article 5 : Recevabilité du dossier

En l'absence de prescriptions particulières ou d'opposition dans un délai de 2 mois à compter de la date de dépôt mentionnée à l'article 1, les travaux pourront être entrepris, avec ou sans accord expresse de la DDTM06. Ce délai sera échu le 25 mai 2022.

Le récépissé ne préjuge en rien de la suite donnée au dossier.

Conformément à l'article R214-35 du code de l'environnement, le préfet se réserve le droit de s'opposer à cette déclaration dans le délai de 2 mois. En cas d'irrégularité ou de nécessité d'imposer des prescriptions particulières, cette décision sera notifiée par courrier à l'adresse indiquée à l'article 1.



Le déclarant s'engage à réaliser les travaux conformément aux dispositions présentées dans le dossier de déclaration. De plus le déclarant devra respecter les prescriptions générales définies dans les arrêtés dont les références sont indiquées dans le tableau ci-dessus et qui sont joints au présent récépissé. Notamment, les profondeurs des ouvrages souterrains seront précisées au moins un mois avant le début des travaux.

#### **Article 6 : Contrôles**

Le pétitionnaire doit prévenir le service eau, agriculture, forêt, espaces naturels de la direction départementale des territoires et de la mer ([ddtm-spe@alpes-maritimes.gouv.fr](mailto:ddtm-spe@alpes-maritimes.gouv.fr)) des dates de réalisation de cette intervention 15 jours avant le démarrage de celles-ci.

Les agents du service chargé de la police de l'eau, ainsi que les fonctionnaires et agents habilités à constater les infractions en matière de police de l'eau, auront en permanence libre accès aux chantiers et aux ouvrages en exploitation. Le bénéficiaire devra mettre à leur disposition les moyens nécessaires pour procéder à tous contrôles techniques utiles pour constater l'exécution de la présente autorisation et le bon fonctionnement des dispositifs mis en place.

A l'achèvement des travaux, les plans de recollement des ouvrages / travaux exécutés, seront remis par le pétitionnaire au service chargé de la police des eaux.

#### **Article 7 : Durée**

Le présent récépissé est délivré pour une durée de 3 ans pour le commencement des travaux et à titre permanent pour l'entretien des ouvrages, sous réserve de retrait ou modification pouvant intervenir conformément à l'application de l'article L.214-4 du code de l'environnement.

#### **Article 8 : Modification des ouvrages ou des conditions d'exploitation**

Toute modification de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de déclaration doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance des services de l'État qui sont susceptibles d'exiger une nouvelle demande, ou de prescrire les mesures particulières rendues nécessaires par la situation.

Lorsque le bénéfice de la déclaration est transmis à une autre personne que celle qui était mentionnée au dossier, le nouveau bénéficiaire en fait la déclaration au préfet, dans les 3 mois qui suivent la prise en charge de l'ouvrage, de l'installation, des travaux ou le début de l'exercice de son activité.

#### **Article 9 : Obligations du bénéficiaire – Clauses de précarité**

Le pétitionnaire est tenu de se conformer à tous les règlements existants ou à venir, notamment en matière de police, de gestion des eaux et de protection des milieux aquatiques.

Dans l'intérêt de la sécurité publique, le service chargé de la police de l'eau pourra, après mise en demeure du permissionnaire (sauf en cas d'urgence), prendre les mesures nécessaires pour prévenir ou faire disparaître, aux frais et risques du permissionnaire, tout dommage ou nuisance provenant de son fait, sans préjudice de l'application d'éventuelles dispositions pénales et de toute recherche en responsabilité civile.

Dans un but d'intérêt général, notamment du point de vue de la lutte contre la pollution des eaux, de la protection de la ressource en eau, de la sécurité ou de la salubrité publique, de la police et de la répartition des eaux ou de la préservation des milieux aquatiques, et en particulier si les principes



mentionnés à l'article L.211-1 du code de l'environnement ne sont pas garantis par l'exécution des prescriptions du présent arrêté, le préfet peut à quelque époque que ce soit et sans indemnité imposer, par arrêté complémentaire toutes prescriptions spécifiques nécessaires ; suspendre ou retirer la présente autorisation et dans ce dernier cas, ordonner le démantèlement de l'ouvrage, installation ou aménagement et la remise en état du site.

#### **Article 10 : Réserve des droits des tiers**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

#### **Article 11 : Recours**

La présente décision peut être contestée devant la juridiction administrative :

1° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date de notification ;

2° Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L. 211-1 et L. 511-1, dans un délai de 4 mois à compter de la publication ou de l'affichage desdits actes.

Les particuliers ont la possibilité de déposer leur recours devant le Tribunal administratif par la voie électronique via l'application internet « télérecours citoyens » (<https://www.telerecours.fr>).

#### **Article 12 : Remarques d'ordre général**

Le présent document est établi à titre de justificatif à toutes fins utiles, en application de l'article R214-33 du code de l'environnement.

Ce récépissé ne dispense pas des autres autorisations qui pourraient être nécessaires pour la réalisation du projet, notamment au titre du code de l'urbanisme.

#### **Article 13 : Publicité et affichage**

Ce récépissé de déclaration sera publié sur le site internet de la préfecture des Alpes-Maritimes.

Une copie du récépissé sera affichée pendant une durée minimum d'un mois en mairie de Moulinet. Un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire et adressé au Préfet des Alpes-Maritimes. Les tiers auront la possibilité de consulter le dossier correspondant à la Direction départementale des territoires et de la mer.

Audrey Massot, adjointe à la cheffe du Pôle Eau



DDTM-SEAFEN-PE-RD n°2022-021

Nice, le 14 avril 2022

## **RÉCÉPISSÉ DE DÉPÔT DE DÉCLARATION**

### **3 piézomètres en régularisation**

**Fouille avec tranchée de collecte et puisard équipé d'une pompe en phase chantier  
Mise en place d'un tapis drainant et fosse de relevage pour la phase exploitation des bâtiments  
Commune de Vence**

### **CONFORMÉMENT A L'ARTICLE 5, LE PRÉSENT DOCUMENT VAUT AUTORISATION DE COMMENCEMENT IMMÉDIAT DES TRAVAUX**

Le Préfet des Alpes-Maritimes  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

**Vu** le code de l'environnement et notamment les articles L.211-1, L.214-1 à L.214-6 et R.214-1 à R.214-56,

**Vu** le code civil et notamment son article 640,

**Vu** le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Rhône-Méditerranée approuvé le 21 mars 2022,

**Vu** l'arrêté préfectoral n°2018-190 du 26 décembre 2018 fixant les conditions dans lesquelles le sous-bassin de la Cagne est placé en zone de répartition des eaux,

**Vu** l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Pascal JOBERT, directeur départemental des territoires et de la mer des Alpes-Maritimes,

**Vu** l'arrêté préfectoral portant subdélégation de signature aux cadres de la direction départementale des territoires et de la mer des Alpes-Maritimes,

**Vu** la déclaration du 11 mars 2022 de EIFFAGE IMMOBILIER SUD-EST reçue en date du 16 mars 2022 concernant la régularisation de 3 piézomètres, la réalisation d'une fouille avec tranchée de collecte et puisard équipé d'une pompe en phase chantier et la mise en place d'un tapis drainant et fosse de relevage pour la phase exploitation des bâtiments dans le cadre du programme immobilier Chagall îlot Nord à Vence,

**Considérant** la complétude du dossier vis-à-vis de l'article R.214-32 du code de l'environnement,

**DONNE RÉCÉPISSÉ DE DÉPÔT DE DÉCLARATION au pétitionnaire visé à l'article 1er pour la  
réalisation des installations, ouvrages, travaux, activités décrits au dossier de déclaration et dans les  
conditions détaillées dans ce qui suit**

## Article 1<sup>er</sup> : Référence du dossier

Pétitionnaire: EIFFAGE IMMOBILIER SUD-EST représenté par Mme Héloïse LETELLIER

Adresse : 444, Boulevard du Mercantour 06200 NICE

Date de dépôt du dossier complet : 16 mars 2022

## Article 2 : Type et emplacement des travaux et ouvrages

Dans le cadre du programme immobilier « Chagall » îlot Nord portant sur la création de logements avec réalisation de 2 niveaux de sous-sol à usage de parking, avenues Rhin et Danube et Henri Giraud, lieu-dit « Place Marc Chagall », parcelles AE n°8, 9, 10, 11, 12, 326 et 328 à Vence :

### Ouvrages :

#### Phase chantier

Réalisation d'une fouille d'environ 112 mètres de long sur 33 mètres de large et d'une profondeur moyenne d'environ 7 mètres par rapport au TN (minimum 6 mètres, maximum 8,50 mètres, la fouille admettant une pente) pour un volume d'environ 26 000 m<sup>3</sup>.

En cas de nécessité de rabattement, liée à une situation de nappe haute, réalisation de tranchées de collecte de 30 cm environ de profondeur en direction du puisard de collecte (ou « fosse » de collecte) équipé d'une pompe d'épuisement/de relevage de capacité de 2-3 m<sup>3</sup>/h et situé à l'aval. Cette fosse de collecte d'un mètre de profondeur par rapport au fond de fouille, est constituée d'une buse bétonnée ou acier d'un mètre diamètre, perforée, entourée de graviers filtre et reposant sur un lit de gravier afin de réduire les teneurs en MES.

Le débit de pointe, nul pour une nappe à l'étiage, est estimé à 1,13 m<sup>3</sup>/h en cas de crue décennale et générerait alors un prélèvement d'environ 850 m<sup>3</sup> sur la durée du chantier (temps de pompage estimé à 30 jours).

Régularisation de 3 piézomètres :

- F1 : 15 m de profondeur, forage carotté Ø 140 mm, tube plein PVC de 0 à 3 m de profondeur et tube crépiné de 3 à 15 m de profondeur, massif filtrant à partir de 2 m de profondeur jusqu'à 15 m, bouchon d'étanchéité de bentonite ciment en partie haute du tube.
- SP2Pz : 12,40 m de profondeur, forage trilame Ø 66 mm, tube plein PVC de 0 à 1 m de profondeur et tube crépiné de 1 à 12,5 m de profondeur, massif filtrant de 1 m de profondeur jusqu'à 12,5 m, bouchon d'étanchéité de bentonite ciment en partie haute du tube.
- FP2 : 15 m de profondeur, forage tricone Ø 66 mm, tube plein PVC de 0 à 3 m de profondeur et tube crépiné de 3 à 15 m de profondeur, massif filtrant de 3 m de profondeur jusqu'à 15 m, bouchon d'étanchéité de bentonite ciment sur 1 m en partie haute du tube.

Ces 3 ouvrages sont équipés d'un capot étanche cadenassé dépassant de plus de 50 cm par rapport au terrain naturel et entourés d'une margelle béton. N'ayant pas vocation à perdurer, ils seront rebouchés par le gros œuvre en phase chantier.

## Phase d'exploitation

Mise en place sous le radier de l'intégralité du parking, soit environ 3 500 m<sup>2</sup>, d'un tapis drainant et de tranchées de collecte disposant de drains crépinés :

- nappe synthétique de type Afintexinov SOMETUBE FTB4 placée sous la dalle et dont l'arase inférieure est située à une profondeur moyenne de 7,02 m correspondant à des cotes comprises entre 321,71 NGF et 322,67 NGF. Cette nappe est composée de mini-drains 16/20 mm crépinés écartés tous les 50 cm. Ces drains sont sertis dans un géotextile drainant non tissé aiguilleté par voie sèche et disposant d'un film polyéthylène à l'interface avec l'arase inférieure de la dalle pour éviter les remontées capillaires.
- tranchées de collecte de 30 cm de profondeur creusées sous la nappe où est installé un drain routier à cunette basse DN 100 mm entouré de graves 20/40 mm. Le linéaire de tranchée de collecte est d'environ 250 m. Ces tranchées forment une boucle munie de 7 regards d'entretien 60 x 60 cm pour hydrocurage et disposant de branches annexes en amont hydraulique.
- alvéodrain vertical installé le long des murs amont Nord-Ouest et Nord-Est pour capter les circulations perchées et les drainer vers le tapis drainant.
- fosse de relevage où les eaux sont drainées gravitairement puis pompées vers le réseau pluvial communal. La fosse de relevage est visitable et constituée d'une buse bétonnée d'environ 1,2 m de diamètre enfoncée pour moitié environ, soit à peu près 1 m, sous la cote des drains. Elle est équipée d'une pompe principale de débit nominal 3 m<sup>3</sup>/h et d'une pompe de secours à déclenchement sur flotteur (à débit nominal de 20 m<sup>3</sup>/h en cas de pluviométrie importante).

Le débit de pointe, en cas de crue centennale, est estimé à 5,8 m<sup>3</sup>/h. Le débit d'exhaure devrait être fréquemment nul et généralement très faible en hautes eaux (inférieur à 1 m<sup>3</sup>/h) générant un prélèvement annuel moyen d'environ 600 m<sup>3</sup>.

## **Rejet :**

### Phase chantier

Rejet des eaux pompées après passage dans un décanteur vers le réseau pluvial communal.

### Phase d'exploitation

Rejet des eaux drainées vers le réseau pluvial communal.

Dans les 2 cas, une convention de rejet est établie avec la régie Eau d'Azur.

## **Mesures correctives et de suivi :**

### Phase chantier

Les mesures prises concernant le risque de pollution visent notamment :

- les engins (circulation, entretien...).
- le stockage de substances dangereuses (à l'écart du chantier, sur aire étanchée...).
- la gestion du risque de déversement accidentel (excavation des terres polluées, mise en stockage sur aire étanche avant évacuation vers une filière de traitement adaptée).

En cas de pollution par déversement accidentel identifié, l'eau manifestement polluée est pompée à part et stockée afin d'être traitée.

Un compteur volumétrique sans remise à zéro est mis en place en sortie de pompe. Un suivi des matières en suspension (MES) et de la demande chimique en oxygène (DCO) est réalisé de façon hebdomadaire.

#### Phase d'exploitation

Le risque de pollution accidentelle est très faible (voiries et parkings dédiés à des véhicules légers) et géré par le dispositif de récupération des eaux pluviales du site.

Par rapport aux avoisinants, aucune mesure corrective n'est nécessaire car la mise en place du tapis drainant permet d'écarter les pics piézométriques consécutifs à des événements pluvieux intenses, supprime ainsi l'effet barrage et contribue à réduire la fréquence des inondations des sous-sols des avoisinants qui étaient régulièrement impactés par des remontées de nappe.

Les analyses sur les eaux souterraines montrent quant à elles une bonne qualité et des concentrations en polluant bien inférieures aux normes de rejet au réseau.

#### Entretien :

L'ensemble des ouvrages prévus par le projet sont entretenus pour maintenir la pérennité de leur fonction. Ces programmes d'entretien sont indiqués dans le(s) règlement(s) de copropriété.

A réception du chantier, le tapis drainant est contrôlé par une inspection caméra des drains pour vérifier leur bonne mise en place. Une nouvelle inspection est réalisée 1 an après pour vérifier l'état de concrétionnement éventuel à l'intérieur du dispositif. Si nécessaire, un hydrocurage voire un brossage mécanique est réalisé à travers les 7 regards d'entretien prévus et la fosse de relevage.

L'opération est répétée par la suite tous les 5 ans ou suite à un événement climatique extrême.

Aucun entretien par acidification n'est réalisé.

L'ensemble des mesures conservatoires et d'entretien sus-visées et mentionnées dans la déclaration sont scrupuleusement mises en œuvre. A cet effet, elles sont transmises à l'entreprise en charge des travaux (phase chantier) et aux syndicats de copropriété (phase exploitation) .

Les espèces protégées présentes sur le site devront être préservées lors des travaux.

#### **Article 3 : Masse d'eau concernée**

Masse d'eau souterraine FRDG420 « Formations diverses à dominante marneuse du Crétacé au Pliocène moyen du Sud-Ouest des Alpes-Maritimes » définie par le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Rhône- Méditerranée.

#### **Article 4 : Rubriques de la nomenclature**

Cette intervention relève de la rubrique suivante de la nomenclature :

numéro	désignation	régime	arrêté de prescriptions générales
1.1.1.0	Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche d'eau ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau.	déclaration	11/09/03 modifié

## Article 5 : Recevabilité du dossier

Conformément à l'article R.214-33 du code de l'environnement, les opérations peuvent être entreprises sans délais.

Le déclarant s'engage à réaliser les travaux conformément aux dispositions présentées dans le dossier de déclaration. De plus le déclarant doit respecter les prescriptions générales définies dans les arrêtés dont les références sont indiquées dans le tableau ci-dessus et qui sont joints au dossier.

## Article 6 : Contrôles

Le pétitionnaire doit prévenir le service eau, agriculture, forêt, espaces naturels de la direction départementale des territoires et de la mer ([ddtm-spe@alpes-maritimes.gouv.fr](mailto:ddtm-spe@alpes-maritimes.gouv.fr)) des dates de réalisation de cette intervention 15 jours avant le démarrage de celles-ci.

Les agents du service chargé de la police de l'eau, ainsi que les fonctionnaires et agents habilités à constater les infractions en matière de police de l'eau, ont en permanence libre accès aux chantiers et aux ouvrages en exploitation. Le bénéficiaire doit mettre à leur disposition les moyens nécessaires pour procéder à tous contrôles techniques utiles pour constater l'exécution de la présente autorisation et le bon fonctionnement des dispositifs mis en place.

A l'achèvement des travaux, les plans de récolement des ouvrages / travaux exécutés, sont remis par le pétitionnaire au service chargé de la police des eaux.

## Article 7 : Durée

Le présent récépissé est délivré pour une durée de 3 ans pour le commencement des travaux et à titre permanent pour l'entretien des ouvrages, sous réserve de retrait ou modification pouvant intervenir conformément à l'application de l'article L.214-4 du code de l'environnement.

## Article 8 : Modification des ouvrages ou des conditions d'exploitation

Toute modification de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de

déclaration doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance des services de l'État qui sont susceptibles d'exiger une nouvelle demande, ou de prescrire les mesures particulières rendues nécessaires par la situation.

Lorsque le bénéfice de la déclaration est transmis à une autre personne que celle qui était mentionnée au dossier, le nouveau bénéficiaire en fait la déclaration au Préfet, dans les 3 mois qui suivent la prise en charge de l'ouvrage, de l'installation, des travaux ou le début de l'exercice de son activité.

#### **Article 9 : Obligations du bénéficiaire – Clauses de précarité**

Le pétitionnaire est tenu de se conformer à tous les règlements existants ou à venir, notamment en matière de police, de gestion des eaux et de protection des milieux aquatiques.

Dans l'intérêt de la sécurité publique, le service chargé de la police de l'eau peut, après mise en demeure du permissionnaire (sauf en cas d'urgence), prendre les mesures nécessaires pour prévenir ou faire disparaître, aux frais et risques du permissionnaire, tout dommage ou nuisance provenant de son fait, sans préjudice de l'application d'éventuelles dispositions pénales et de toute recherche en responsabilité civile.

Dans un but d'intérêt général, notamment du point de vue de la lutte contre la pollution des eaux, de la protection de la ressource en eau, de la sécurité ou de la salubrité publique, de la police et de la répartition des eaux ou de la préservation des milieux aquatiques, et en particulier si les principes mentionnés à l'article L.211-1 du code de l'environnement ne sont pas garantis par l'exécution des prescriptions du présent arrêté, le Préfet peut, à quelque époque que ce soit et sans indemnité imposer, par arrêté complémentaire, prescrire toutes prescriptions spécifiques nécessaires ; suspendre ou retirer la présente autorisation et dans ce dernier cas, ordonner le démantèlement de l'ouvrage, installation ou aménagement et la remise en état du site.

#### **Article 10 : Réserve des droits des tiers**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

#### **Article 11 : Recours**

La présente décision peut être contestée devant la juridiction administrative :

1° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date de notification ;

2° Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L. 211-1 et L. 511-1, dans un délai de 4 mois à compter de la publication ou de l'affichage desdits actes.

Les particuliers ont la possibilité de déposer leur recours devant le Tribunal administratif par la voie électronique via l'application internet « télérecours citoyens » (<https://www.telerecours.fr>).



## **Article 12 : Remarques d'ordre général**

Le présent document est établi à titre de justificatif à toutes fins utiles, en application de l'article R214-33 du code de l'environnement.

Ce récépissé ne dispense pas des autres autorisations qui pourraient être nécessaires pour la réalisation du projet, notamment au titre du code de l'urbanisme.

## **Article 13 : Publicité et affichage**

Ce récépissé de déclaration est publié sur le site internet de la préfecture des Alpes-Maritimes.

Une copie du récépissé est affichée pendant une durée minimum d'un mois en mairie de Vence. Un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du Maire et adressé au Préfet des Alpes-Maritimes. Les tiers ont la possibilité de consulter le dossier correspondant à la direction départementale des territoires et de la mer.

Audrey Massot, adjointe à la cheffe du Pôle eau

A handwritten signature in black ink that reads "Audrey Massot".

**ANNEXES GRAPHIQUES AU RÉCÉPISSÉ DE DÉPÔT DE DÉCLARATION N°2022-021  
PROGRAMME IMMOBILIER CHAGALL - ÎLOT 1  
RABATTEMENT DE NAPPE**

**Figure 1 : Localisation du projet sur fond de plan IGN (Source : IGN)**

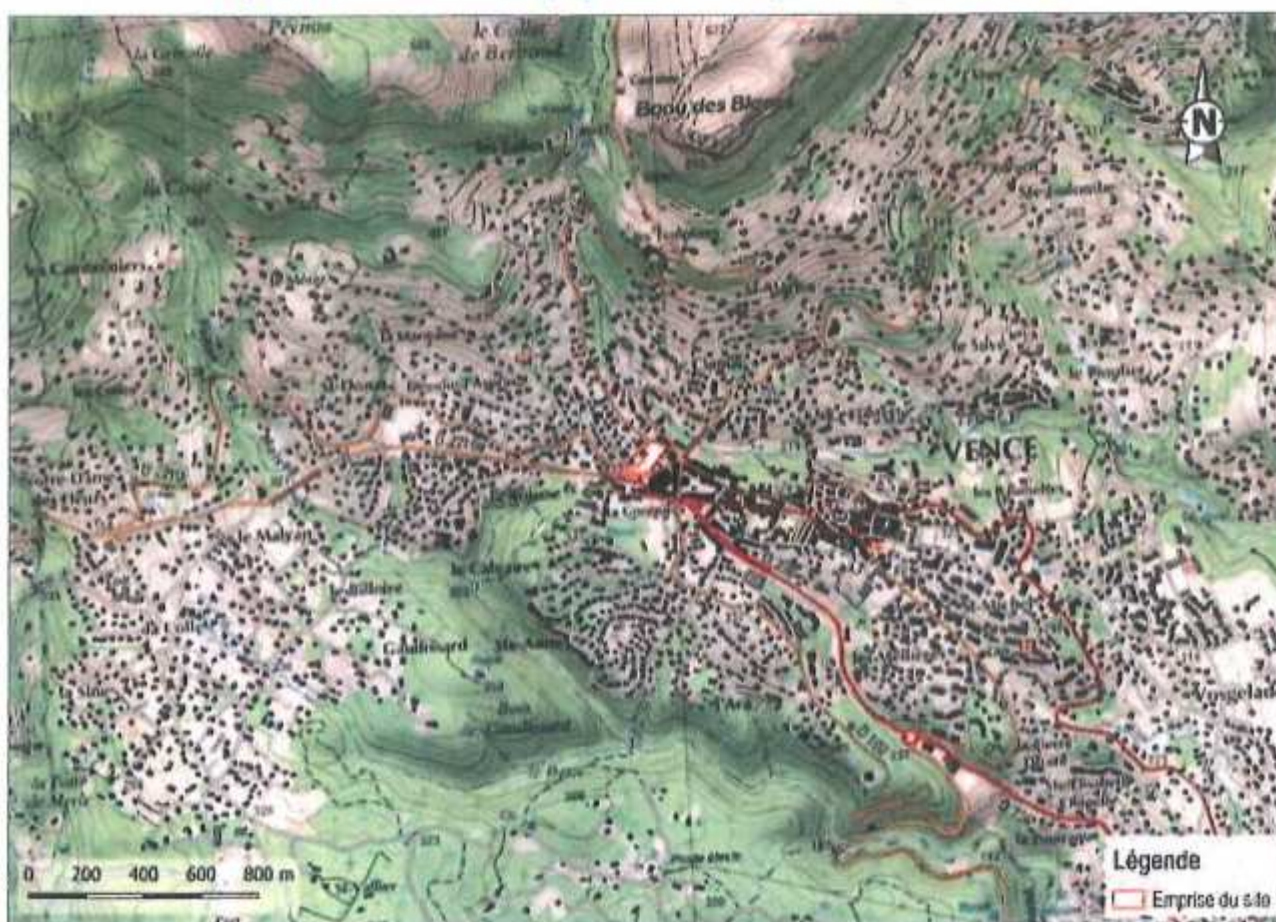


Figure 5 : Schéma du dispositif de rabattement de nappe en phase chantier

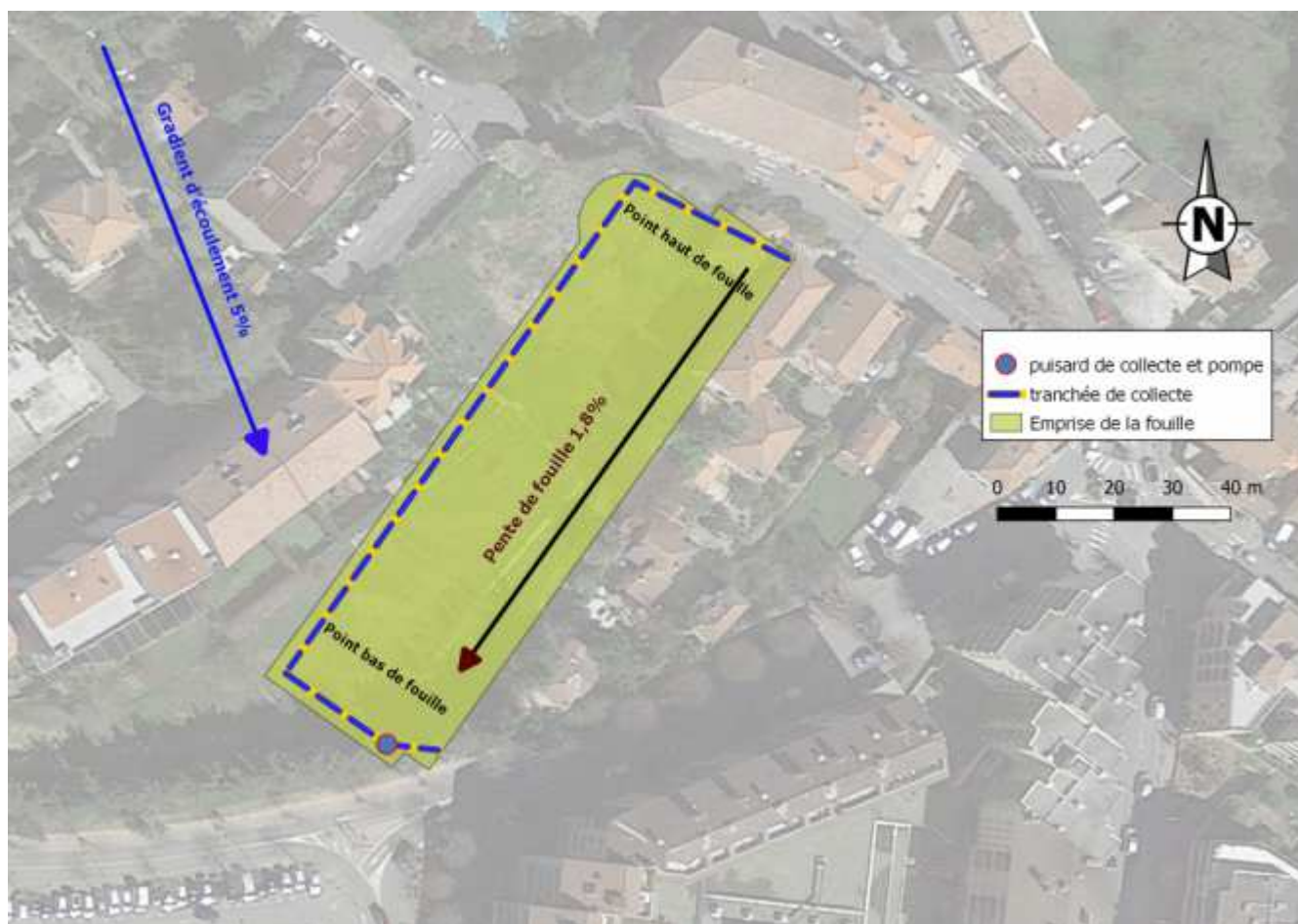


Figure 6 : Schéma de principe de la fosse de collecte en phase provisoire

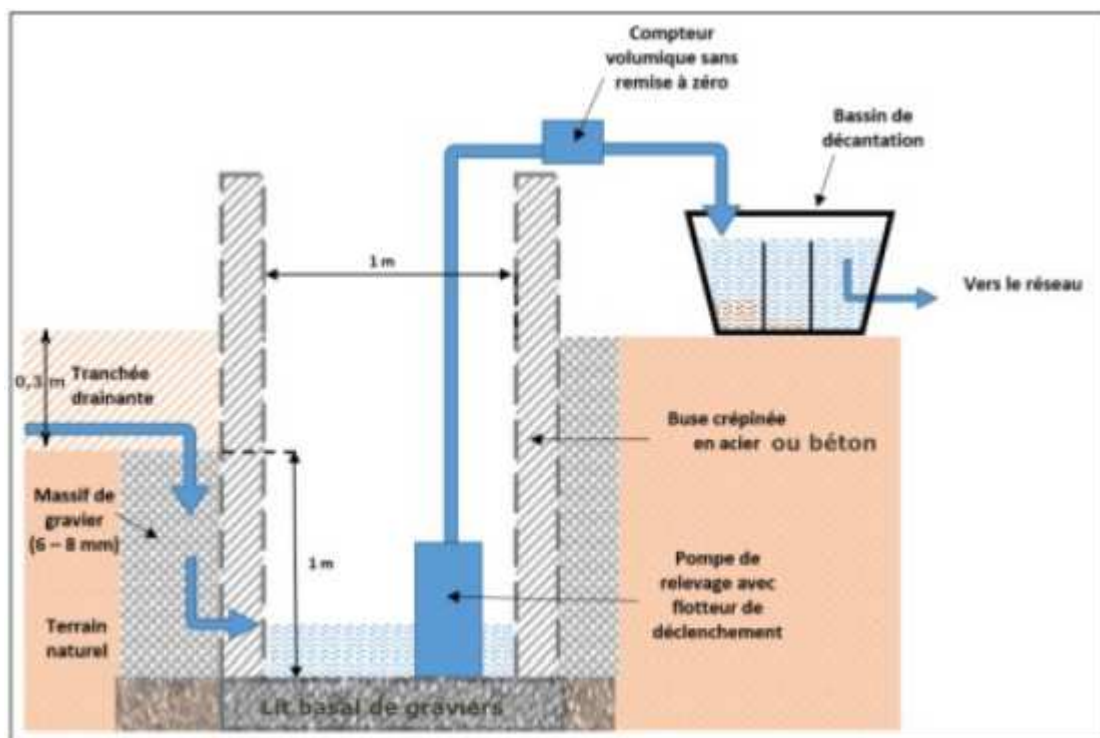




Figure 7 : Plan schématique du tapis drainant – phase définitive (dimensionnement Afitexinov)

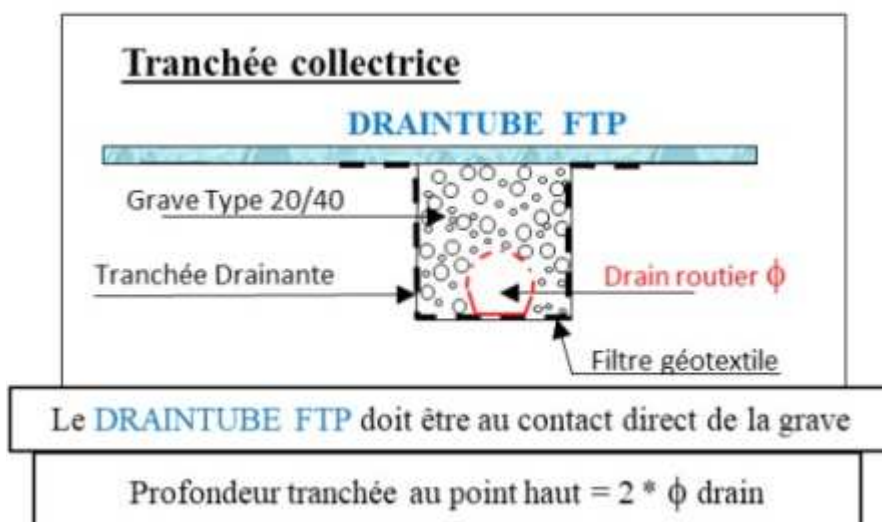
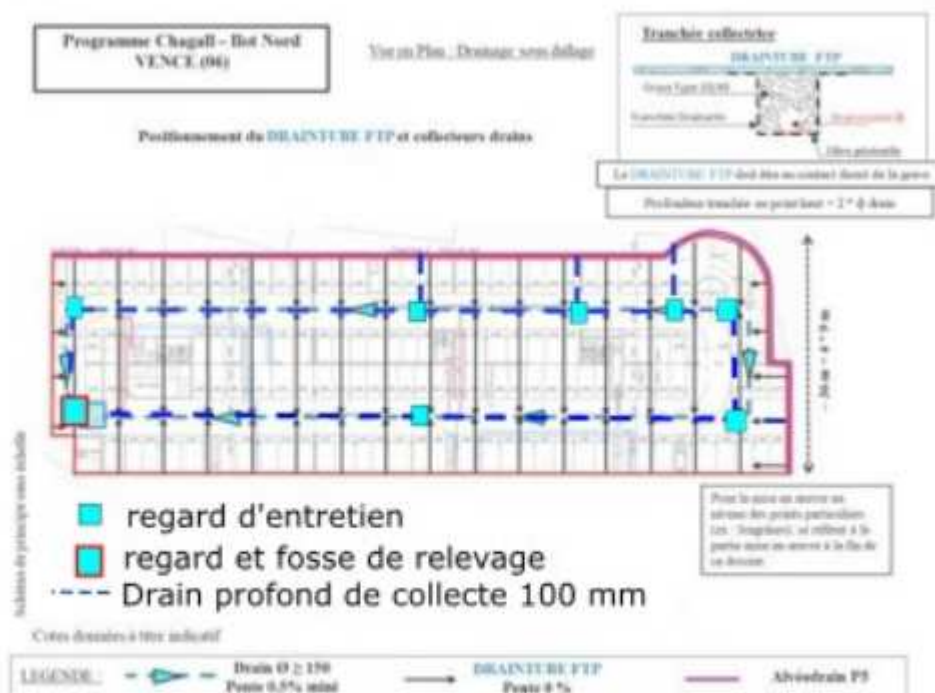


Figure 8 : Schéma de principe d'un tapis drainant

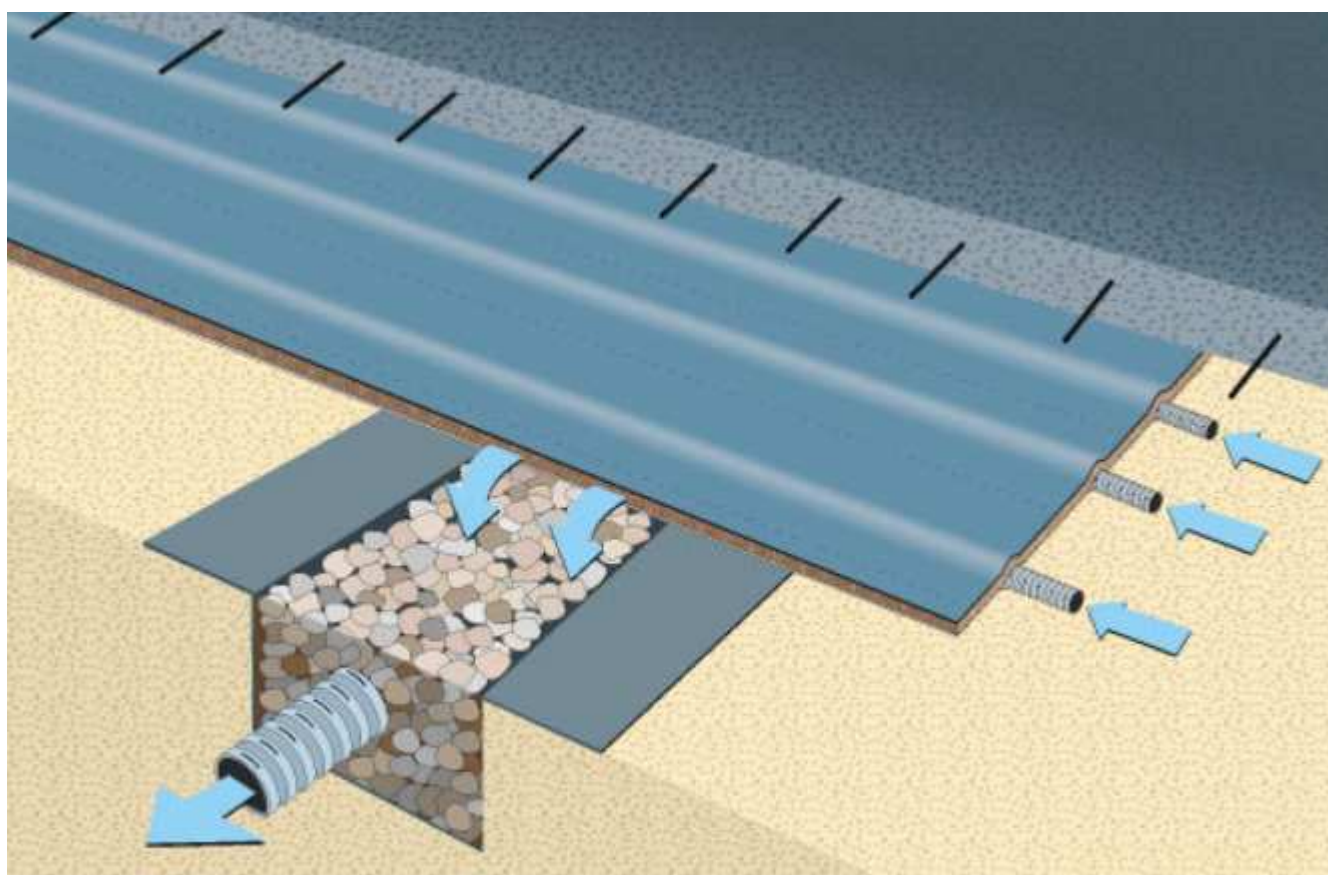
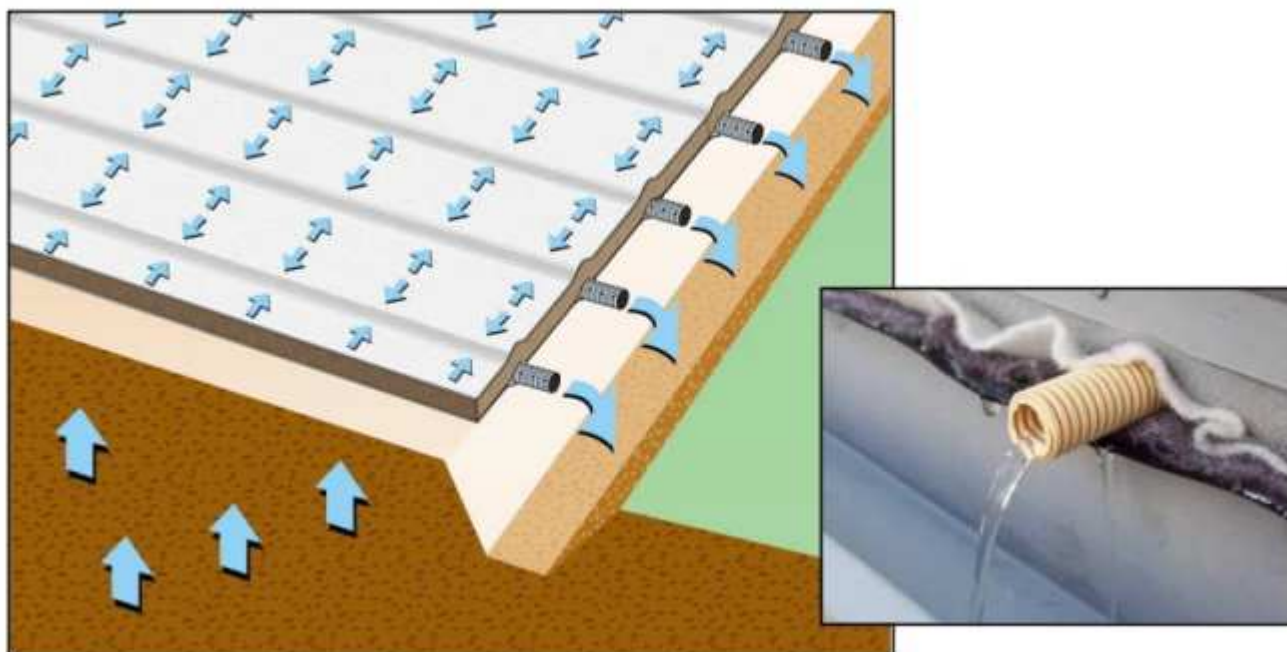
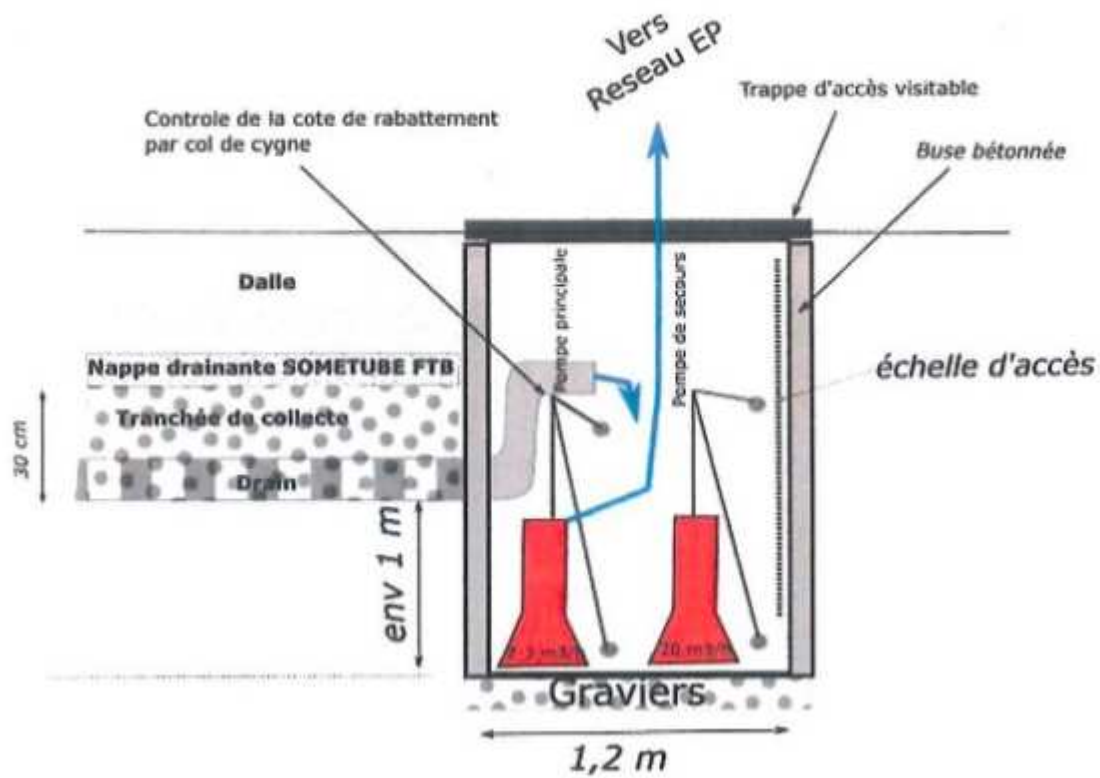


Figure 9 : Schéma de la fosse de relevage en phase définitive





Réf. : DDTM-SEAFEN-PE-RD n°2022-023

Nice, le 14 avril 2022

### **RÉCÉPISSÉ DE DÉPÔT DE DÉCLARATION**

#### **Restauration du pont Abietta sur la Bévéra à Moulinet**

#### **CONFORMEMENT A L'ARTICLE 5, LE PRÉSENT DOCUMENT NE VAUT PAS AUTORISATION DE COMMENCEMENT IMMÉDIAT DES TRAVAUX**

Le préfet des Alpes-Maritimes  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

**Vu** le code de l'environnement et notamment les articles L.214-1 à L.214-6 et R.214-1 à R.214-56,  
**Vu** le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Rhône-Méditerranée approuvé le 21 mars 2022,  
**Vu** la déclaration du Conseil Départemental des Alpes-Maritimes du 23 mars 2022, concernant la restauration du pont Abietta sur la Bévéra à Moulinet,  
**Vu** l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Pascal JOBERT, directeur départemental des territoires et de la mer des Alpes-Maritimes,  
**Vu** l'arrêté préfectoral portant subdélégation de signature aux cadres de la direction départementale des territoires et de la mer des Alpes-Maritimes,  
**Considérant** la complétude du dossier vis-à-vis de l'article R.214-32 du code de l'environnement,

**DONNE RÉCÉPISSÉ DE DÉPÔT DE DÉCLARATION au pétitionnaire visé à l'article 1er pour la  
réalisation des installations, ouvrages, travaux, activités décrits au dossier de déclaration et dans les  
conditions détaillées dans ce qui suit**

**Article 1er : Référence du dossier**

pétitionnaire: Conseil Départemental des Alpes-Maritimes DEGR

adresse : 147 boulevard du Mercantour 06201 Nice cedex 03

date de dépôt du dossier complet : 25 mars 2022

**Article 2 : Type et emplacement des travaux et ouvrages**

Restauration du pont Abietta sur la Bévéra à Moulinet: reprise maçonnerie des murs de soutènement des 2 culées, réfection du parapet côté nord et rejointoiement de l'ensemble de l'ouvrage avec du mortier de ciment ou chaux après la pose d'un échafaudage.

Les espèces protégées présentes sur le site devront être préservées lors des travaux.

**Article 3 : Masse d'eau concernée**

Masse d'eau superficielle FRDR73 La Bévéra définie par le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Rhône-Méditerranée.

**Article 4 : Rubriques de la nomenclature**

Cette opération relève des rubriques suivantes de la nomenclature :

numéro	désignation	régime	arrêté de prescriptions générales
3.1.5.0.	Installations, ouvrages, travaux ou activités, dans le lit mineur d'un cours d'eau, étant de nature à détruire les frayères, les zones de croissance ou les zones d'alimentation de la faune piscicole, des crustacés et des batraciens, ou dans le lit majeur d'un cours d'eau, étant de nature à détruire les frayères de brochet, sans destruction de plus de 200m2 de frayères	déclaration	30/09/14

**Article 5 : Recevabilité du dossier**

En l'absence de prescriptions particulières ou d'opposition dans un délai de 2 mois à compter de la date de dépôt mentionnée à l'article 1, les travaux pourront être entrepris, avec ou sans accord expresse de la DDTM06. Ce délai sera échu le 25 mai 2022.

Le récépissé ne préjuge en rien de la suite donnée au dossier.

Conformément à l'article R214-35 du code de l'environnement, le préfet se réserve le droit de s'opposer à cette déclaration dans le délai de 2 mois. En cas d'irrégularité ou de nécessité d'imposer des prescriptions particulières, cette décision sera notifiée par courrier à l'adresse indiquée à l'article 1.

Le déclarant s'engage à réaliser les travaux conformément aux dispositions présentées dans le dossier de déclaration. De plus le déclarant devra respecter les prescriptions générales définies dans les arrêtés dont les références sont indiquées dans le tableau ci-dessus et qui sont joints au présent récépissé. Notamment, les profondeurs des ouvrages souterrains seront précisées au moins un mois avant le début des travaux.

#### **Article 6 : Contrôles**

Le pétitionnaire doit prévenir le service eau, agriculture, forêt, espaces naturels de la direction départementale des territoires et de la mer ([ddtm-spe@alpes-maritimes.gouv.fr](mailto:ddtm-spe@alpes-maritimes.gouv.fr)) des dates de réalisation de cette intervention 15 jours avant le démarrage de celles-ci.

Les agents du service chargé de la police de l'eau, ainsi que les fonctionnaires et agents habilités à constater les infractions en matière de police de l'eau, auront en permanence libre accès aux chantiers et aux ouvrages en exploitation. Le bénéficiaire devra mettre à leur disposition les moyens nécessaires pour procéder à tous contrôles techniques utiles pour constater l'exécution de la présente autorisation et le bon fonctionnement des dispositifs mis en place.

A l'achèvement des travaux, les plans de recollement des ouvrages / travaux exécutés, seront remis par le pétitionnaire au service chargé de la police des eaux.

#### **Article 7 : Durée**

Le présent récépissé est délivré pour une durée de 3 ans pour le commencement des travaux et à titre permanent pour l'entretien des ouvrages, sous réserve de retrait ou modification pouvant intervenir conformément à l'application de l'article L.214-4 du code de l'environnement.

#### **Article 8 : Modification des ouvrages ou des conditions d'exploitation**

Toute modification de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de déclaration doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance des services de l'État qui sont susceptibles d'exiger une nouvelle demande, ou de prescrire les mesures particulières rendues nécessaires par la situation.

Lorsque le bénéfice de la déclaration est transmis à une autre personne que celle qui était mentionnée au dossier, le nouveau bénéficiaire en fait la déclaration au préfet, dans les 3 mois qui suivent la prise en charge de l'ouvrage, de l'installation, des travaux ou le début de l'exercice de son activité.

#### **Article 9 : Obligations du bénéficiaire – Clauses de précarité**

Le pétitionnaire est tenu de se conformer à tous les règlements existants ou à venir, notamment en matière de police, de gestion des eaux et de protection des milieux aquatiques.

Dans l'intérêt de la sécurité publique, le service chargé de la police de l'eau pourra, après mise en demeure du permissionnaire (sauf en cas d'urgence), prendre les mesures nécessaires pour prévenir ou faire disparaître, aux frais et risques du permissionnaire, tout dommage ou nuisance provenant de son fait, sans préjudice de l'application d'éventuelles dispositions pénales et de toute recherche en responsabilité civile.

Dans un but d'intérêt général, notamment du point de vue de la lutte contre la pollution des eaux, de la protection de la ressource en eau, de la sécurité ou de la salubrité publique, de la police et de la répartition des eaux ou de la préservation des milieux aquatiques, et en particulier si les principes

mentionnés à l'article L.211-1 du code de l'environnement ne sont pas garantis par l'exécution des prescriptions du présent arrêté, le préfet peut à quelque époque que ce soit et sans indemnité imposer, par arrêté complémentaire toutes prescriptions spécifiques nécessaires ; suspendre ou retirer la présente autorisation et dans ce dernier cas, ordonner le démantèlement de l'ouvrage, installation ou aménagement et la remise en état du site.

#### **Article 10 : Réserve des droits des tiers**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

#### **Article 11 : Recours**

La présente décision peut être contestée devant la juridiction administrative :

1° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date de notification ;

2° Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L. 211-1 et L. 511-1, dans un délai de 4 mois à compter de la publication ou de l'affichage desdits actes.

Les particuliers ont la possibilité de déposer leur recours devant le Tribunal administratif par la voie électronique via l'application internet « télérecours citoyens » (<https://www.telerecours.fr>).

#### **Article 12 : Remarques d'ordre général**

Le présent document est établi à titre de justificatif à toutes fins utiles, en application de l'article R214-33 du code de l'environnement.

Ce récépissé ne dispense pas des autres autorisations qui pourraient être nécessaires pour la réalisation du projet, notamment au titre du code de l'urbanisme.

#### **Article 13 : Publicité et affichage**

Ce récépissé de déclaration sera publié sur le site internet de la préfecture des Alpes-Maritimes.

Une copie du récépissé sera affichée pendant une durée minimum d'un mois en mairie de Moulinet. Un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire et adressé au Préfet des Alpes-Maritimes. Les tiers auront la possibilité de consulter le dossier correspondant à la Direction départementale des territoires et de la mer.

Audrey Massot, adjointe à la cheffe du Pôle Eau





**PRÉFET  
DES ALPES-  
MARITIMES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

AP n° 2022 - 322

**Direction Départementale  
des Territoires et de la Mer  
Service Maritime**

## **ARRÊTÉ PRÉFECTORAL**

**Dérogation à la réglementation relative aux espèces protégées**

**Au titre des articles L.411-1 et L.411-2**

**Récolte et transport de fragments de *Posidonia oceanica***

**dans les Alpes-Maritimes (Iles de Lérins), Villefranche-sur-Mer, Beaulieu-sur-Mer, Cap-d'Ail,  
Roquebrune-Cap-Martin**

Le Préfet des Alpes-Maritimes  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

**Vu** le livre IV du code de l'environnement, dans sa partie législative et notamment ses articles L. 411-1 et L. 411-2 ;

**Vu** le livre II du code de l'environnement, dans sa partie réglementaire et notamment ses articles R. 411-1 à R. 411-14 ;

**Vu** l'arrêté interministériel du 19 février 2007 relatif aux conditions de demande et d'instruction des dérogations définies au 4° de l'article L. 411-2 du code de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 19 juillet 1988 relatif à la liste des espèces végétales marines protégées ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°204/2020 du 14 octobre 2020 réglementant le mouillage et l'arrêt des navires de 20 mètres et plus au droit du département des Alpes-Maritimes, de l'embouchure du fleuve Var à la limite entre les eaux territoriales françaises, monégasques et italiennes ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°205/2020 du 14 octobre 2020 réglementant le mouillage et l'arrêt des navires de 24 mètres et plus au droit du département des Alpes-Maritimes, de la pointe de l'Aiguille à l'embouchure du fleuve Var ;

**Vu** le décret du 24 avril 2019 portant nomination de monsieur Bernard GONZALEZ en qualité de Préfet des Alpes-Maritimes (hors classe) ;



**Vu** l'arrêté préfectoral n°2022-092 du 07 février 2022, portant délégation de signature à Monsieur Pascal JOBERT, directeur de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Alpes-Maritimes ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°20212-103 du 09 février 2022 portant subdélégation de signature aux cadres de la direction départementale des territoires et de la mer des Alpes-Maritimes (DDTM 06) ;

**Vu** la demande de dérogation déposée le 21 février 2022 par le GIS Posidonie (Groupe d'Intérêt Scientifique pour l'environnement marin), référencée SM/MEM/2022/102 et ONAGRE 2022-00316-051-001 ;

**Vu** l'avis favorable du Conseil scientifique régional du patrimoine naturel de Provence-Alpes-Côte-d'Azur en date du 21 mars 2022 ;

**Vu** les avis favorables des communes de Beaulieu-sur-Mer, de Cannes et de Villefranche-sur-mer, respectivement en date du 21 mars 2022, du 25 mars 2022 et du 08 avril 2022 ;

**Vu** l'absence de réponse dans les délais des autres communes, en date du 12 avril 2022 ;

**Considérant** que le projet s'inscrit dans le cadre de la recherche sur les peuplements dégradés conformément aux objectifs d'atteinte du bon état écologique fixé par la Directive Cadre sur l'Eau ;

**Considérant** que la dérogation ne nuit pas au maintien, dans un état de conservation favorable, des populations des espèces inscrites dans le dossier de demande, dans leur aire de répartition naturelle ;

**Sur proposition** du directeur départemental des territoires et de la mer ;

## **ARRETE**

### **Article 1. Identité du bénéficiaire de la dérogation**

Le bénéficiaire de la dérogation pour l'étude scientifique est le Groupe d'Intérêt Scientifique pour l'environnement marin (GIS) Posidonie, association Loi 1901, située au 163 avenue de Luminy à MARSEILLE (13288). Le mandataire référent de cette étude est Monsieur Patrick Astruch, ingénieur de recherche en biologie marine.

Les mandataires sont :

- Patrick Astruch, ingénieur de recherche et scaphandrier de classe IIB ;
- Elodie Rouanet, ingénieur de recherche et scaphandrier classe IIB ;
- Laurence Le Diréach, chargée de recherches et scaphandrier de classe IIB ;
- Thomas Schohn, ingénieur d'études et scaphandrier de classe IB ;
- Bruno Belloni, ingénieur d'études et scaphandrier de classe IB ;

Le bénéficiaire de cette étude est l'Office Français de la Biodiversité (OFB).

## Article 2. Nature de la dérogation

Le bénéficiaire de la présente dérogation est autorisé à récolter, à transporter jusqu'au site du GIS Posidonie (163 avenue de Luminy, MARSEILLE 13288) et à utiliser des feuilles et de la litière de l'espèce protégée *Posidonia oceanica*, situées sur les communes de Cannes (Iles de Lérins), de Villefranche sur Mer, de Beaulieu sur mer, de Cap d'Ail, de Roquebrune Cap Martin.

Cette demande de dérogation à caractère scientifique s'inscrit dans le cadre du programme Life intégré Marha (LIFE 16 IPE FR001 Marha) pour l'élaboration d'un indice d'évaluation écosystémique des habitats marins, Ecosystem based quality index (EBQI), au bénéfice de l'Office Français de la Biodiversité (OFB).

L'objectif de la demande est d'échantillonner des feuilles et de la litière de *Posidonia oceanica*, sur 5 stations entre 5 et 15 m de profondeur, au niveau des fonds marins des communes de Cannes (Iles de Lérins), de Villefranche sur Mer, de Beaulieu sur mer, de Cap d'Ail, de Roquebrune Cap Martin, sur 5 jours d'investigations, entre avril et octobre 2022, pour acquérir les données terrains nécessaires au développement de l'indicateur EBQI.

Les volumes sont de 150 (5 x 30) paires de feuilles extérieures et de 25 (5 x 5) quadrats de 10 cm x 10 cm de litière de *Posidonia oceanica*. Les prélèvements sont effectués manuellement, en plongée sous-marine.

Un rapport sera fourni au commanditaire dans le cadre du projet Life Marha, porté par l'OFB.

La présente autorisation ne dispense pas d'autres accords, autorisations ou dérogations qui pourraient être par ailleurs nécessaires pour la réalisation de l'opération, notamment l'autorisation des gestionnaires des sites concernés, ainsi que les dérogations du Préfet maritime pour accéder aux zones maritimes réglementaires.

Il incombe au bénéficiaire d'informer le pôle activités maritimes de la DDTM ([andree.veret@alpes-maritimes.gouv.fr](mailto:andree.veret@alpes-maritimes.gouv.fr) et [eric.villette@alpes-maritimes.gouv.fr](mailto:eric.villette@alpes-maritimes.gouv.fr)) au moins 15 jours avant le début des opérations afin de leur transmettre les dates et horaires d'intervention, la description des moyens engagés (caractéristique du navire dont longueur des embarcations, personnes à bord et plongeurs) et la délimitation de la zone sur une carte avec coordonnées géographiques précises.

## Article 3. Durée de validité de la dérogation

La présente dérogation est accordée pour la période avril-octobre 2022.

## Article 4. Suivi

Sous réserves des dispositions spécifiques prévues à l'article 2, le bénéficiaire rend compte à la Direction départementale des territoires et de la mer des Alpes-Maritimes avec en copie la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Provence-Alpes-Côte-d'Azur, sous la forme d'un rapport de synthèse, des conditions de mise en œuvre de la présente dérogation.



En particulier, un compte-rendu des opérations sera adressé à la DDTM avec en copie la DREAL, dans les 3 mois après la fin de l'opération.

#### **Article 5. Contribution du pétitionnaire à la saisie de l'inventaire du patrimoine naturel**

Conformément à l'article L. 411-1-A II. du code de l'environnement, le déclarant peut contribuer à saisir les inventaires des richesses écologiques, faunistiques, floristiques, géologiques, pédologiques, minéralogiques et paléontologiques, ou à défaut à verser les données brutes de biodiversité acquises à l'occasion des études d'évaluation préalable ou de suivi des impacts réalisées dans le cadre des opérations approuvées par la présente décision.

Ces informations seront versées aux systèmes d'information DEPOBIO (<https://depot-legal-biodiversite.naturefrance.fr>) et SILENE (<https://silene.eu/>).

#### **Article 6. Mesures de contrôle**

La mise en œuvre du présent arrêté peut faire l'objet de contrôle par les agents chargés de constater les infractions mentionnées à l'article L. 415-3 du code de l'environnement.

#### **Article 7. Sanctions**

Le non-respect du présent arrêté est puni des sanctions définies à l'article L. 415-3 du code de l'environnement.

#### **Article 8. Droits et voies de recours**

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le Tribunal Administratif de Nice, dans un délai de deux mois dans les conditions de l'article R. 421-1 du code de justice administrative à compter de sa notification au bénéficiaire. Le délai de recours pour les tiers commence à courir le jour de l'achèvement de publicité de l'arrêté.

#### **Article 9. Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture des Alpes-Maritimes, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Provence-Alpes-Côte-d'Azur et le directeur départemental des territoires et de la mer des Alpes-Maritimes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Alpes-Maritimes.

Fait à Nice, le

13 AVR. 2022

Le Chef du Service Maritime

Arnaud FREDEFON

Réf. : DDTM-SEAFEN-PFEN-AP n°2022-059

Nice, le **14 AVR. 2022**

## **ARRÊTÉ**

### **Prolongation de l'arrêté DDTM-SEAFEN-PFEN-AP n°2022-053 du 25 mars 2022 instaurant une période rouge mobile de réglementation de l'emploi du feu dans le département des Alpes-Maritimes**

Le préfet des Alpes-Maritimes  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

- Vu** le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2212-1 et L. 2215-1,
- Vu** le code forestier et notamment ses articles L. 111-2, L. 131-1 à L. 133-3 et R. 131-2 à R. 131-11,
- Vu** le code de l'environnement et notamment ses articles L. 541-1, L. 541-21-1 et R. 541-8,
- Vu** le code rural et de la pêche maritime et notamment ses articles L. 251-1 à L. 251-21,
- Vu** le code civil et notamment ses articles 1384, 1733 et 1734,
- Vu** le code pénal et notamment ses articles 223-7, 322-5 à 322-11-1, R. 610-5,
- Vu** l'arrêté préfectoral n°2014-453 du 10 juin 2014 réglementant l'emploi du feu en vue de prévenir les incendies de forêt dans le département des Alpes-Maritimes,
- Vu** l'arrêté préfectoral n°2022-053 du 25 mars 2022 instaurant une période rouge mobile de réglementation de l'emploi du feu dans le département des Alpes-Maritimes,
- Vu** l'arrêté préfectoral n°2022-056 du 31 mars 2022 relatif à la situation de sécheresse dans le département des Alpes-Maritimes,

**Considérant** la persistance de conditions climatiques propices aux incendies de forêt, caractérisées par une sécheresse durable liée à la faible quantité de pluie ou de neige, rendant la végétation particulièrement sensible au feu,

**Considérant** que les prévisions météorologiques ne prévoient pas de précipitations significatives à court terme,

**Sur proposition du Directeur Départemental des Territoires et de la Mer,**

## **ARRÊTE**

### **Article 1 :**

L'arrêté préfectoral n°2022-053 du 25 mars 2022, instaurant une période rouge mobile de réglementation de l'emploi du feu dans le département des Alpes-Maritimes, est prolongé jusqu'au 30 avril 2022 inclus.

Durant cette période, tous les brûlages de végétaux sont interdits sur l'ensemble du territoire des Alpes-Maritimes.

### **Article 2 :**

Dans la zone à risque d'incendies de forêt, l'utilisation d'engins équipés de girobroyeur, débroussailleuse ou tronçonneuse, ainsi que des appareils et matériels nécessaires aux travaux sur métaux pour la découpe, la soudure et l'abrasion reste autorisée au cours de la période rouge mobile, par dérogation à l'article 11 du chapitre III de l'arrêté préfectoral du 10 juin 2014.

### **Article 3 :**

Cet arrêté est susceptible, dans les deux mois à compter de sa notification, d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nice.

### **Article 4 :**

Le secrétaire général de la préfecture des Alpes-Maritimes, le sous-préfet de Grasse, la sous-préfète de Nice-Montagne, les maires du département, le directeur départemental des territoires et de la mer, le directeur de l'agence interdépartementale de l'office national des forêts, le directeur départemental des services d'incendie et de secours, le chef du service interministériel de défense et de protection civile, le commandant du groupement de gendarmerie, le directeur départemental de la sécurité publique, les gardes nationaux de l'office français de la biodiversité, les gardes du parc national du Mercantour sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une ampliation sera adressée à Messieurs les procureurs de la République près les tribunaux judiciaires de Nice et Grasse.

*Le Préfet des Alpes-Maritimes*

AB 4352

**Bernard GONZALEZ**



**DÉCISION DE FERMETURE DÉFINITIVE  
D'UN DÉBIT DE TABAC ORDINAIRE PERMANENT  
SUR LA COMMUNE DE NICE (06000)**

Le directeur régional des douanes et droits indirects de Nice

**Vu** l'article 568 du code général des impôts ;

**Vu** le décret n° 2010-720 du 28 juin 2010 relatif à l'exercice du monopole de la vente au détail des tabacs manufacturés, et notamment ses articles 8 à 19 ;

**Considérant** la situation du réseau local des débiteurs de tabac ;

**Considérant** que la Chambre syndicale départementale des buralistes des Alpes maritimes a été régulièrement consultée ;

**DÉCIDE**

La fermeture du débit de tabac ordinaire permanent situé sur la commune de Nice situé 9 rue du Lycée, 06000 Nice à compter du 15 avril 2022.

Fait à Nice le 15 avril 2022

Le directeur régional  
  
Roger COMBE

Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nice dans les deux mois suivant la date de publication de la décision.

## **DÉCISION DE FERMETURE DÉFINITIVE D'UN DÉBIT DE TABAC ORDINAIRE PERMANENT SUR LA COMMUNE DE VALDEROURE (06750)**

Le directeur régional des douanes et droits indirects de Nice

**Vu** l'article 568 du code général des impôts ;

**Vu** le décret n° 2010-720 du 28 juin 2010 relatif à l'exercice du monopole de la vente au détail des tabacs manufacturés, et notamment ses articles 8 à 19 ;

**Considérant** la situation du réseau local des débiteurs de tabac ;

**Considérant** que la Chambre syndicale départementale des buralistes des Alpes maritimes a été régulièrement consultée ;

### **DÉCIDE**

La fermeture du débit de tabac ordinaire permanent situé sur la commune de Valderoure situé place de la mairie, la Ferrière, 06750 Valderoure à compter du 15 avril 2022

Fait à Nice le 15 avril 2022

  
**Le directeur régional**  
**Roger COMBE**

Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nice dans les deux mois suivant la date de publication de la décision.

Nice, le 14 AVR 2022

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 2022 - 320**  
**PORTANT PUBLICATION DE LA LISTE DES CANDIDATS ADMIS AU BREVET NATIONAL DE**  
**SÉCURITÉ ET DE SAUVETAGE AQUATIQUE ET AU RECYCLAGE DU BREVET NATIONAL DE**  
**SÉCURITÉ ET DE SAUVETAGE AQUATIQUE**

Le préfet des Alpes-Maritimes  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

**VU** l'arrêté du 23 janvier 1979 modifié par l'arrêté ministériel du 6 octobre 2019 fixant les modalités de délivrance du brevet national de sécurité et de sauvetage aquatique ;

**VU** l'arrêté ministériel du 5 septembre 1979 modifié portant agrément des associations en vue de la préparation au brevet national de sécurité et de sauvetage aquatique ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 24 février 2021 portant agrément à la formation aux premiers secours à l'union départementale des sapeurs-pompiers des Alpes-Maritimes ;

**VU** le jury d'examen du brevet national précité, organisé par l'union départementale des sapeurs-pompiers des Alpes-Maritimes, qui s'est tenu le 6 avril 2022 ;

**VU** les procès-verbaux de la session d'examen initiale et de la session d'examen de formation continue reçus le 11 avril 2022 ;

**SUR** proposition de monsieur le sous-préfet, directeur de cabinet :

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1 :** les listes des candidats admis au brevet national de sécurité et de sauvetage aquatique et au recyclage du brevet national de sécurité et de sauvetage aquatique, sont indiquées en annexes du présent arrêté ;

**ARTICLE 2 :**

- le présent arrêté, pourra faire l'objet, dans le délai de 2 mois suivant sa publication :

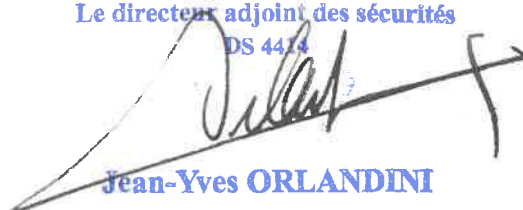
- x soit d'un recours gracieux, auprès du préfet des Alpes-Maritimes, direction des sécurités, SIDPC ;
- x soit d'un recours hiérarchique, auprès du ministre de l'intérieur, direction des libertés publiques et des affaires juridiques, service du conseil juridique et du contentieux, bureau du contentieux des polices administratives.

L'absence de réponse dans le délai de 2 mois vaut décision implicite de rejet.

- le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux :
  - x soit par voie postale, devant le tribunal administratif de Nice, 18, av des Fleurs, 06 000 NICE ;
  - x soit par voie dématérialisée, via le site Internet <https://www.telerecours.fr> :
    - ✓ dans le délai de 2 mois suivant sa publication ;
    - ✓ ou dans le délai de 2 mois suivant la réponse (tacite ou expresse) de l'administration au recours administratif.

**ARTICLE 3** : le sous-préfet, directeur de cabinet, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'union départementale des sapeurs-pompiers des Alpes-Maritimes.

**ARTICLE 4** : le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs (RAA) de la préfecture des Alpes-Maritimes.

Pour le Préfet,  
Le directeur adjoint des sécurités  
DS 4414  
  
Jean-Yves ORLANDINI



Nice, le **14 AVR. 2022**

**ANNEXE À L'ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 2022 - 320**  
**PORTANT PUBLICATION DE LA LISTE DES CANDIDATS ADMIS AU BREVET NATIONAL DE**  
**SÉCURITÉ ET DE SAUVETAGE AQUATIQUE ET AU RECYCLAGE DU BREVET NATIONAL DE**  
**SÉCURITÉ ET DE SAUVETAGE AQUATIQUE**

**SESSION FORMATION CONTINUE DU 6 AVRIL 2022**

<b>NOM PRÉNOM</b>	<b>DATE DE NAISSANCE</b>	<b>LIEU DE NAISSANCE</b>	<b>ORGANISME FORMATEUR</b>
AGOSTINI Laurent	8 mars 1980	Nice (06)	UDSP06
JOURDE Thierry	4 mai 1963	Créteil (94)	UDSP06
LAMBERT Damien	21 mars 1995	Cannes (06)	UDSP06
TAFANI Robin	6 avril 1993	Nice (06)	UDSP06
JORQUERA Loïc	14 avril 1988	Nice (06)	UDSP06

Nice, le 14 AVRIL 2022

**ANNEXE À L'ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 2022 - 320**  
**PORTANT PUBLICATION DE LA LISTE DES CANDIDATS ADMIS AU BREVET NATIONAL DE**  
**SÉCURITÉ ET DE SAUVETAGE AQUATIQUE ET AU RECYCLAGE DU BREVET NATIONAL DE**  
**SÉCURITÉ ET DE SAUVETAGE AQUATIQUE**

**SESSION FORMATION INITIALE DU 6 AVRIL 2022**

NOM PRÉNOM	DATE DE NAISSANCE	LIEU DE NAISSANCE	ORGANISME FORMATEUR
ARDISSON Justin	26 janvier 2005	Cagnes-sur-Mer (06)	UDSP06
BARON Kévin	10 octobre 1990	Rouen (76)	UDSP06
CALMELS Stéphane	31 janvier 1982	Nice (06)	UDSP06
CLERGET Alexandre	30 août 1981	Verdun (55)	UDSP06
FACCHINI Marc-Aurel	1 <sup>er</sup> décembre 2004	Nice (06)	UDSP06
HAMMER Kylian	15 février 2005	Reims (51)	UDSP06
LEGRAND Guillaume	17 mars 2005	Nice (06)	UDSP06
LUIZET Loan	26 février 2005	Nice (06)	UDSP06
MIGNON Chloé	21 février 1983	Vitry-sur-Seine (94)	UDSP06
MINATO Mattéo	8 octobre 2003	Nice (06)	UDSP06
PASTOR Hugo	24 janvier 2004	Nice (06)	UDSP06
PELISSIER Jean-Laurent	2 septembre 1978	Nice (06)	UDSP06
RINAUDO Milan	21 mai 2003	Nice (06)	UDSP06
RIQUIER Jules	19 juillet 2004	Nice (06)	UDSP06
VERDIER Joan	2 juin 2004	Nice (06)	UDSP06

Pour le Préfet,  
Le directeur adjoint des sécurités  
DS 0414

  
Jean-Yves ORLANDINI

Nice, le 14 AVR. 2022

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 2022 - 319**  
**PORTANT PUBLICATION DE LA LISTE DES CANDIDATS ADMIS AU BREVET NATIONAL DE**  
**SÉCURITÉ ET DE SAUVETAGE AQUATIQUE**

Le préfet des Alpes-Maritimes  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

**VU** l'arrêté du 23 janvier 1979 modifié par l'arrêté ministériel du 6 octobre 2019 fixant les modalités de délivrance du brevet national de sécurité et de sauvetage aquatique ;

**VU** l'arrêté ministériel du 5 septembre 1979 modifié portant agrément des associations en vue de la préparation au brevet national de sécurité et de sauvetage aquatique ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 24 février 2021 portant agrément à la formation aux premiers secours à l'union départementale des sapeurs-pompiers des Alpes-Maritimes ;

**VU** le jury d'examen du brevet national précité, organisé par l'union départementale des sapeurs-pompiers des Alpes-Maritimes, qui s'est tenu le 8 avril 2022 ;

**VU** le procès-verbal de la session de rattrapage d'examen initial reçu le 11 avril 2022 ;

**SUR** proposition de monsieur le sous-préfet, directeur de cabinet :

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1 :** la liste des candidats admis au brevet national de sécurité et de sauvetage aquatique est indiquée en annexe du présent arrêté ;

**ARTICLE 2 :**

- le présent arrêté, pourra faire l'objet, dans le délai de 2 mois suivant sa publication :
  - x soit d'un recours gracieux, auprès du préfet des Alpes-Maritimes, direction des sécurités, SIDPC ;

- x soit d'un recours hiérarchique, auprès du ministre de l'intérieur, direction des libertés publiques et des affaires juridiques, service du conseil juridique et du contentieux, bureau du contentieux des polices administratives.

L'absence de réponse dans le délai de 2 mois vaut décision implicite de rejet.

- le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux :
  - x soit par voie postale, devant le tribunal administratif de Nice, 18, av des Fleurs, 06 000 NICE ;
  - x soit par voie dématérialisée, via le site Internet <https://www.telerecours.fr> :
    - ✓ dans le délai de 2 mois suivant sa publication ;
    - ✓ ou dans le délai de 2 mois suivant la réponse (tacite ou expresse) de l'administration au recours administratif.

**ARTICLE 3** : le sous-préfet, directeur de cabinet, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'union départementale des sapeurs-pompiers des Alpes-Maritimes.

**ARTICLE 4** : le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs (RAA) de la préfecture des Alpes-Maritimes.

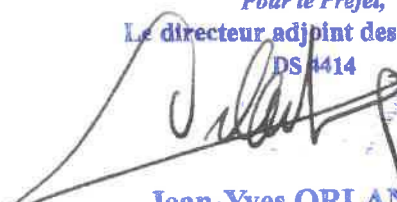
Pour le Préfet,  
Le directeur adjoint des sécurités  
DS 4414  
  
Jean-Yves ORLANDINI

Nice, le **14 AVR. 2022**

**ANNEXE À L'ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 2022 - 319**  
**PORTANT PUBLICATION DE LA LISTE DES CANDIDATS ADMIS AU BREVET NATIONAL DE**  
**SÉCURITÉ ET DE SAUVETAGE AQUATIQUE**

**SESSION DU 8 AVRIL 2022**

<b>NOM PRÉNOM</b>	<b>DATE DE NAISSANCE</b>	<b>LIEU DE NAISSANCE</b>	<b>ORGANISME FORMATEUR</b>
CHETOUANE Elia	14 avril 2005	Nice (06)	UDSP06
LEGRAND Melvin	22 décembre 2001	Ermont (95)	UDSP06
LEGRAND Evan	27 juin 2004	Nice (06)	UDSP06
RAULT Renaud	16 avril 1988	Nice (06)	UDSP06

*Pour le Préfet,*  
**Le directeur adjoint des sécurités**  
**DS 4414**  
  
**Jean-Yves ORLANDINI**

Nice, le

**14 MARS 2022**

**Arrêté portant versement de la subvention pour frais d'assemblée électorale  
dans le cadre des élections municipales partielles de Carros et de Le Mas  
Des 13 et 20 mars 2022**

--o0o--

**Le préfet des Alpes-Maritimes  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

VU le code électoral, notamment son article L. 70 ;

VU le décret du 24 avril 2019 portant nomination de M. Bernard GONZALEZ en qualité de préfet des Alpes-Maritimes (hors classe) ;

VU la circulaire NOR/INT/A/07/00118/C du 3 décembre 2007 relative aux modalités d'emploi des crédits élections ;

VU la circulaire : INTA1625463J du 19 septembre 2021 relative à l'organisation des élections partielles ;

CONSIDERANT l'état récapitulatif des frais d'assemblée électorale joint en annexe du présent arrêté ;

SUR la proposition du secrétaire général de la préfecture des Alpes-Maritimes ;

**ARRÊTÉ**

**Article 1<sup>er</sup>** : Au titre du programme 0232 « Vie politique, culturelle et associative », une subvention pour frais d'assemblée électorale d'un montant de 2 801,86 € est attribuée à Carros et de 55,53 € - cinquante-cinq euros et cinquante-trois centimes – à Le Mas, dans le cadre des élections municipales partielles des 13 et 20 mars 2022, conformément au tableau annexé au présent arrêté.

Cette subvention est fixée à 44,73 € par bureau de vote et 0,10 € par électeur inscrit sur les listes électorales principale et complémentaire municipale.

Article 2 : Cette dépense est imputable sur les crédits du budget 2022 du ministère de l'intérieur : centre financier : 0232-CVPO-DP06 – centre de coût : PRFSG04006 – domaine fonctionnel : 0232-02-10 – activité : 023202100006 – groupe marchandise : 10.03.01 – compte PCE : 6531230000 – localisation ministérielle : N9306.

Le montant de la subvention sera crédité en un seul versement sur le compte du bénéficiaire.

Article 3 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Nice dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture des Alpes-Maritimes est chargé de l'exécution du présent arrêté.

  
Pour le préfet,  
Le Secrétaire Général  
SG 4522  
**Philippe LOOS**



Élection municipale partielle 2022 de Carros et Le Mas

FRAIS D'ASSEMBLEE ELECTORALE

Programme 0232-CVPO-DP06 – centre de coût : PRFSG04006 – domaine fonctionnel : 0232-02-10 – code activité : 023202100006

compte PCE : 65312300000

NUMERO TIERS CHORUS	ÉLECTEURS INSCRITS 2022 TOUR 1	NBRE BUREAUX DE VOTE TOUR 1	Montant par électeurs inscrits T1 (0,10 €)	Montant par bureau de vote T1 (44,73 €)	TOTAL TOUR 1	ÉLECTEURS INSCRITS 2022 TOUR 2	Montant par électeurs inscrits T2 (0,10 €)	Montant par bureau de vote T2 (44,73 €)	TOTAL TOUR 2	MONTANT A PAYER T1 / T2	N° DE DP
2100003894	9 089	11	908,90 €	492,03 €	1 400,93 €	9 089	908,90 €	492,03 €	1 400,93 €	2 801,86 €	
2100003944	108	1	10,80 €	44,73 €	55,53 €	*	*	*	*	55,53 €	
									Total T1 T2	2 857,39 €	

Arrêté le présent état à la somme de deux mille huit cent cinquante-sept euros et trente-neuf centimes

Fait à Nice le 14 MARS 2022

Pour le préfet,  
Le Secrétaire Général  
SG 4522  
  
Philippe LOOS

## S O M M A I R E

A.R.S	PACA.....	2
	Delegation Departementale des AM.....	2
	Hebergement logement.....	2
	Decision transfert 3 places Canta Galet.....	2
D.D.I.....		5
	D.D.P.P.....	5
	Reglementation.....	5
	AP 2022.312 Tarifs transpts Taxis pour 2022 modif.....	5
	D.D.T.M.....	7
	Circulation routiere - Temporaire.....	7
	AP 2022.27 Antibes JLP modif Temp.circuit 1 PTTR cat 3.....	7
	AP 2022.04.03 La Trinite A8 travaux tunnel Rosti.....	14
	AP 2022.04.04 Nice A8 travaux tunnel Canta galet.....	17
	AP 2022.04.05 Nice A8 echangeur 52.....	20
	AP 2022.04.06 Nice A8 fermeture bretelle 51.1.....	23
	AP 2022.04.07 La Turbie A8 echangeur 56.....	26
	AP 2022.04.08 Nice maintenance tunnel paillon 2 sens A8.....	29
	AP 2022.04.09 Nice A8 echangeur 55.....	32
	AP 2022.04.10 Beausoleil fermeture aire Beausoleil.....	35
	commerce.....	38
	AP 2022.49 conformite SAS QUALIMMO habilitation.....	38
	Environnement.....	40
	AP 2022.024 Moulinet rest. pont Sambuguet sur la Bevera.....	40
	RD 2022.021 Vence 3 piezometres... puisard exploit.batimts.....	44
	RD 2022.023 Moulinet rest.pont Abietta sur la Bevera.....	57
	AP 2022.322 Derog. regl.recolte transp.posidonia oceanica.....	61
	Reglementation.....	65
	AP 2022.059 Periode rouge mob. reglemt. emploi feu prolong.....	65
Direction regionale.....		67
	D.R Douanes et Droits Indirects.....	67
	Reglementation.....	67
	Decision fermeture definitive DTOP Nice.....	67
	Decision fermeture definitive DTOP Valderoure.....	68
Prefecture des Alpes-Maritimes.....		69
	Direction des Securites.....	69
	Securite Secours.....	69
	AP 2022.320 liste candidats admis BNSSA recyclage.....	69
	AP 2022.319 liste candidats admis BNSSA.....	73
	Direction Elections et Legalite.....	76
	Elections.....	76
	Elect. municipale partielle Carros Le Mas versmt subv.....	76

# Index Alphabétique

AP 2022.024	Moulinet rest. pont Sambuguet sur la Bevera.....	40
AP 2022.04.03	La Trinite A8 travaux tunnel Rosti.....	14
AP 2022.04.04	Nice A8 travaux tunnel Canta galet.....	17
AP 2022.04.05	Nice A8 échangeur 52.....	20
AP 2022.04.06	Nice A8 fermeture bretelle 51.1.....	23
AP 2022.04.07	La Turbie A8 échangeur 56.....	26
AP 2022.04.08	Nice maintenance tunnel paillon 2 sens A8.....	29
AP 2022.04.09	Nice A8 échangeur 55.....	32
AP 2022.04.10	Beausoleil fermeture aire Beausoleil.....	35
AP 2022.059	Periode rouge mob. reglemt. emploi feu prolong.....	65
AP 2022.27	Antibes JLP modif Temp.circuit 1 PTTR cat 3.....	7
AP 2022.312	Tarifs transpts Taxis pour 2022 modif.....	5
AP 2022.319	liste candidats admis BNSSA.....	73
AP 2022.320	liste candidats admis BNSSA recyclage.....	69
AP 2022.322	Derog. regl.recolte transp.posidonia oceanica.....	61
AP 2022.49	conformite SAS QUALIMMO habilitation.....	38
	Decision fermeture definitive DTOP Nice.....	67
	Decision fermeture definitive DTOP Valderoure.....	68
	Decision transfert 3 places Canta Galet.....	2
	Elect. municipale partielle Carros Le Mas versmt subv.....	76
RD 2022.021	Vence 3 piezometres... puisard exploit.batimts.....	44
RD 2022.023	Moulinet rest.pont Abietta sur la Bevera.....	57
D.D.P.P.....		5
D.D.T.M.....		7
D.R Douanes et Droits Indirects.....		67
Delegation Departementale des AM.....		2
Direction Elections et Legalite.....		76
Direction des Securites.....		69
A.R.S PACA.....		2
D.D.I.....		5
Direction regionale.....		67
Prefecture des Alpes-Maritimes.....		69